

OUVREZ

LES PORTS ET LES FRONTIÈRES



SOLIDARITÉ

AVEC LES DAMNÉS DE LA MER

Dossier

ÉDUCATION NATIONALE

Pages 6 et 7

ÉDITO

L'Aquarius face à la barbarie des autorités européennes et françaises Page 2

PREMIER PLAN

Face aux dictateurs et aux impérialismes : solidarité avec les peuples du Moyen-Orient Page 2



ACTU

Manifestation des Ford : la colère monte, les politiciens s'agitent... Page 10

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Jean-Marc Rouillan Page 12



Par ALAIN POJOLAT

L'Aquarius face à la barbarie des autorités européennes et françaises

Une nouvelle fois, l'Aquarius, dernier navire secourant les migrantEs naufragés en Méditerranée, se heurte au cynisme et à la cruauté des autorités européennes et françaises. 58 passagerEs, dont 17 femmes et 18 enfants, nécessitant une assistance sanitaire d'urgence, sont à nouveau refoulés aux frontières d'une Europe aux opinions publiques de plus en plus façonnées par les démagogues de tous bords, les fascistes et les « populistes ». Le gouvernement français récidive en tergiversant pour accueillir ces 58 « damnés de la mer » malgré les demandes pressantes de SOS Méditerranée qui parle de mesure exceptionnelle ! Complice de l'Union européenne, le gouvernement panaméen vient de retirer son pavillon à l'Aquarius, sous pression de l'Italie, ajoutant un pseudo argument juridique pour justifier la lâcheté des dirigeants européens. Mais, qu'ils soient maltais, italiens ou français, ceux-ci ne peuvent se réfugier derrière une telle argutie. Le code des transports maritimes décliné dans chaque pays de l'UE intime l'obligation d'assistance à personne en détresse et prévoit de lourdes sanctions pour ceux qui contreviendraient à cette règle. Cette décision est donc non seulement inhumaine, mais illégale. Ne nourrissons pourtant aucune illusion : nous n'obtiendrons rien sans établir un rapport de forces. Face à la décision prise par le ministre fasciste italien Salvini dès sa prise de fonction de fermer les ports, les mobilisations se sont ainsi multipliées dans de nombreuses villes italiennes et, suivant l'exemple de Palerme où le 11 juin une manifestation avait réuni, maire en tête, plusieurs milliers de personnes, les ports de Reggio, Messine et Naples ont proposé d'accueillir le navire de SOS Méditerranée. « Les exilés ? L'histoire nous demandera des comptes ! » Ainsi s'exprimait le philosophe Étienne Balibar le 21 juin dernier dans les colonnes de l'Humanité. Il n'y a rien à attendre des autorités européennes pour qu'elles mettent fin au cauchemar des mortEs en Méditerranée. C'est ici et maintenant que s'écrit la tragédie, et il est de notre responsabilité collective de la faire cesser ! Une mobilisation unitaire s'impose. Elle doit impliquer toutes les organisations, associations, collectifs antiracistes, syndicats de dockers... Imposons l'ouverture des ports français ! Plus que jamais, nous affirmons que la seule solution est l'ouverture des frontières pour que la Méditerranée cesse d'être un immense cimetière !

BIEN DIT

« Quand on est dans un procès et qu'en face de nous, on a un juge ou un procureur de la République qui nous parle de chiffres, qui nous parle de flux, qui nous parle de personnes en situation irrégulière comme si c'était des cartons ou de vulgaires morceaux de papier flottant sur la mer, eh bien, nous, on parle de gens. Ce qui est compliqué, c'est que l'on ne parle pas de la même chose. »

CÉDRIC HERROU, « On n'est pas couché », France 2, samedi 22 septembre 2018.

FACE AUX DICTATEURS ET AUX IMPÉRIALISMES

Solidarité avec les peuples du Moyen-Orient

Le 17 septembre, l'Iran, la Russie et la Turquie se mettaient d'accord pour établir une zone démilitarisée russo-turque dans la province d'Idlib, considérée comme le dernier bastion de l'insurrection syrienne contre Bachar al-Assad. Si l'on peut comprendre le soulagement qui se manifeste chez celles et ceux qui s'inquiétaient des conséquences potentiellement désastreuses de l'offensive d'ampleur en préparation, il serait hâtif d'en conclure un quelconque « retour au calme » en Syrie, comme dans le reste de la région...

L'accord du 17 septembre porte sur l'établissement, d'ici au 15 octobre, d'une zone démilitarisée d'une largeur de 15 à 20 kilomètres, qui devrait faire office de « zone-tampon » entre les forces du régime et les insurgés. La Russie et la Turquie auraient trouvé un accord sur le tracé des « frontières » de cette zone, qui passerait sous contrôle d'unités de l'armée turque et de la police militaire russe. Les combattants (et les armes lourdes) doivent évacuer la zone afin, selon les mots de Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, « d'éviter que se poursuivent les tirs depuis la zone de désescalade d'Idlib sur les positions des forces syriennes et la base russe d'Hmeimim ».

Rien n'est réglé

L'accord, que la France s'est empressée de « saluer », a peut-être permis d'éviter provisoirement un énième bain de sang. Mais il n'est de toute évidence, et les propos de Lavrov le confirment, absolument pas un « compromis » pour le régime. En effet, ce n'est pas parce que ce dernier nous a habitués aux pires atrocités que l'annulation (le report ?) de l'offensive sur Idlib doit être interprétée comme un geste de bonne volonté. Il s'agit en réalité, sous l'amicale pression du parrain russe, d'éviter une crise diplomatique régionale, voire internationale, alors qu'il est désormais acquis pour l'ensemble des grandes puissances que le conflit syrien sera « réglé » aux



conditions de Poutine, c'est-à-dire avec maintien du régime Assad. Un régime dont l'un des dignes représentants, le responsable des services de renseignement de l'armée de l'air Jamil al-Hasan, déclarait pas plus tard que cet été, lors d'une réunion devant plusieurs dizaines d'officiers, ce qui suit : « Une Syrie avec 10 millions de personnes fiables, obéissant envers ses dirigeants est mieux qu'une Syrie avec 30 millions de vandales. [...] Après huit ans, la Syrie n'acceptera pas la présence de cellules cancéreuses, celles-ci seront entièrement extirpées. » Le 25 septembre, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Mekdad, déclarait quant à lui : « Tout comme nous avons vaincu partout ailleurs en Syrie, nous serons là aussi victorieux. Le message est très clair pour tous ceux que cela concerne : nous irons à Idlib, que ce soit par la guerre ou

par des moyens pacifiques. » Autant dire qu'à long, voire à moyen terme, rien n'est réglé.

Reconstruire une solidarité internationale

Il suffit en effet de prendre un peu de recul et de regarder le reste de la région pour se rendre compte que ceux qui veulent (faire) croire à un possible retour à la stabilité par la force brute se trompent lourdement, et font preuve d'un coupable et criminel mépris à l'égard des peuples de la région. Les ingérences étrangères, le renforcement des autoritarismes et le climat de guerre froide entre l'Iran et l'Arabie saoudite sont en effet des symptômes d'un approfondissement de la crise régionale ouverte par les soulèvements de l'hiver 2010-2011. En Turquie, le nationalisme autoritaire d'Erdogan ne réussit pas à masquer les fortes contradictions

À la Une

sociales qui fragilisent le régime, dont l'exemple le plus récent est la grève des ouvriers du chantier du 3^e aéroport d'Istanbul et la solidarité dont ils bénéficient face à la répression féroce du régime. Qui plus est, et ce malgré la terrible offensive turque contre Afrin en janvier dernier, les forces kurdes du Rojava continuent d'être un élément de déstabilisation pour les plans d'Erdogan et de ses alliés. En Irak, pays ravagé par l'invasion de 2003, la guerre civile qui s'en est suivie et l'incurie d'autorités corrompues et jouant la carte confessionnelle, des mobilisations d'ampleur se sont développées, à l'exemple de Bassorah où des manifestations de masse contre la pauvreté et pour la répartition des richesses ont récemment dégénéré en émeutes, incluant l'incendie du consulat d'Iran, pourtant considéré comme le « maître du jeu » en Irak. Du côté du Yémen enfin, la guerre sanglante menée par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, qui a conduit à une catastrophe humanitaire sans précédent, fait figure d'exemple tragique de l'incapacité des puissances régionales à reprendre le contrôle d'une situation qui leur échappe, de facto, depuis 2010-2011.

Le tableau est sombre, mais cela ne doit en rien entamer, bien au contraire, notre détermination internationaliste. En Syrie comme ailleurs, les facteurs qui ont entraîné les soulèvements de 2010-2011 sont toujours présents et, s'il ne s'agit pas de verser dans une vision mécaniste qui voudrait que les mêmes causes débouchent toujours sur les mêmes effets, nul doute que les peuples de la région n'ont pas dit leur dernier mot. Et une chose est certaine : la solidarité internationale, même si elle n'est pas forcément à la mode, y compris à gauche, est l'une des urgences de l'heure, a fortiori dans un pays impérialiste comme la France, dont les responsabilités sont immenses, entre autres et notamment en raison de son rôle de pourvoyeur en armement de tous les bouchers de la région, au premier rang desquels l'Arabie saoudite qui mène sa sale guerre au Yémen au moyen d'armes et de technologies made in France.

Julien Salingue

GÉOPOLITIQUE

Le sommet intercoréen et la situation en Asie du Nord-Est

Le sommet intercoréen organisé du 18 au 20 septembre à Pyongyang entre les chefs d'État Moon Jae-in et Kim Jong-un marque leur volonté de garder l'initiative politique. Il s'est tenu dans un contexte géostratégique mouvant.

Le sommet de Pyongyang a été l'occasion pour Moon Jae-in et Kim Jong-un d'afficher leur volonté commune de garder l'initiative sur le dossier brûlant de la crise coréenne, face à toutes les puissances opérant dans la région.

Désescalade et dénucléarisation

Le rapprochement entre les deux Corées se poursuit, avec un calendrier serré. Un accord a été signé dans le domaine militaire en vue de réduire les risques de confrontation :

suppression de postes avancés dans la zone démilitarisée (DMZ) d'ici à décembre ; création de zones tampons le long de la DMZ et des frontières maritimes ; neutralisation des mines dans la « zone de sécurité commune » à Panmunjom d'ici à octobre ; réouverture du site touristique nord-coréen du mont Kumgang (les visites avaient été suspendues après qu'un touriste du Sud eut été, en 2008, abattu par des soldats du Nord) ; multiplication des réunions des familles séparées par la guerre de Corée (1950-1953) ; augmentation

de l'aide humanitaire à la population du Nord ; développement des échanges économiques ; connexion des réseaux ferroviaires et routiers entre les deux pays avant la fin de l'année. Moon et Kim envisagent la présentation d'une candidature commune pour l'accueil des jeux Olympiques d'été en 2032. Sur la question nucléaire, Kim Jong-un a fait un nouveau « petit pas » en avant, annonçant l'arrêt du site de tirs de missiles de Tongchang-ri et la promesse de suspendre les installations de Yongbyon sous condition de « réciprocité » étatsunienne. La politique de dénucléarisation et de désescalade concerne en effet toute la péninsule et pas seulement la Corée du Nord. Le 9 septembre, lors du défilé de célébration des 70 ans de la République populaire, Pyongyang avait déjà affiché sa « bonne volonté » : aucun missile

Un monde à changer

FRAUDE FISCALE: UN POGNON DE DINGUE. Le syndicat national Solidaires Finances publiques vient de rendre public un rapport sur la fraude fiscale. Et sans surprise, au vu des diverses politiques menées, elle explose!

Le rapport publié le 13 septembre est intitulé « *Quand la baisse des moyens du contrôle fiscal entraîne une baisse de sa présence... Chute inquiétante de la couverture du tissu économique et fiscal* ». Ce document indique que la fraude aux prélèvements obligatoires explose et atteindrait les 100 milliards d'euros par an (les derniers chiffres l'évaluaient à 80 milliards). Pour arriver à ce chiffre, Solidaires Finances publiques a fait une extrapolation des résultats du contrôle fiscal et d'exploitation de données macro-économiques (écarts de TVA, estimation des actifs non déclarés...).

Comme en 2013 (dernier rapport en date), les chiffres avancés par ce syndicat convergent avec d'autres organismes. L'explosion de la fraude s'explique par les politiques menées par les différents gouvernements ces dernières années. En particulier celles qui ont permis de supprimer plus de 38 000 emplois depuis 2010, dont 3 100 dans la seule sphère du contrôle fiscal, permettant ainsi de frauder beaucoup plus facilement. Et dans le même temps, le nombre d'entreprises soumises à la TVA et à l'impôt sur les sociétés, ainsi que le nombre de foyers fiscaux soumis

à l'impôt sur le revenu, n'ont cessé d'augmenter. En 2008, les entreprises risquaient un contrôle de leur comptabilité tous les 84 ans, désormais c'est tous les 130 ans. Côté particuliers, les contrôles sont également en baisse constante depuis 10 ans. En 2008, un particulier pouvait avoir un contrôle sur pièces tous les 44 ans, désormais c'est tous les 66 ans. Et cela ne risque pas de s'arranger puisqu'en 2019 ce seront plus de 2100 emplois à la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) qui seront supprimés, et encore beaucoup plus les années suivantes. Une baisse du contrôle fiscal dont la DGFIP elle-même fait état dans son rapport d'activité de 2017. Et le résultat est assez simple: moins d'agentEs, moins de contrôle et donc plus de fraude. Basique. Ce gouvernement peut certes, comme les précédents, faire croire qu'il lutte contre la fraude fiscale en faisant par exemple adopter une loi anti-fraude (en cours de discussion au Parlement). Mais dans le même temps, il instaure le « plaider-coupable » en matière fiscale, permettant ainsi d'éviter un procès public par une simple amende; il refuse de durcir la liste noire des paradis fiscaux et la lutte contre l'évasion fiscale car cela entraverait les investissements; il instaure le « droit à l'erreur »... Bref ce gouvernement préfère durcir le contrôle des chômeurEs et des plus précaires que de ses amis les plus riches, qui nous coûtent un « pognon de dingue ».

CHÔMAGE Pour avoir un emploi, traverser la rue? Chiche!

La déclaration provocatrice de Macron lancée à un jeune chômeur il y a quinze jours, selon laquelle il « suffit de traverser la rue » pour trouver du travail, n'avait pour but que de faire le buzz à la télé. Elle était tellement grotesque que l'effet n'a pas manqué... Comme n'a pas manqué la poursuite de la baisse de popularité de Macron, sa cote ayant chuté en cette fin septembre à 28%, moins que celle de Hollande au bout de deux ans de mandat.

Mais aussi ridicule soit-elle, cette petite phrase de Macron, comme ensuite les mensonges du porte-parole du gouvernement pour tenter de la justifier, résumant bien la philosophie de la nouvelle réforme des indemnités chômage voulue par le gouvernement, dont les négociations, entre gouvernement, patronat et syndicats s'ouvrent cette semaine.



DR

« 300 000 emplois non pourvus en France » ?

Aux dires de Macron, le chômage serait une affaire de responsabilité individuelle... des chômeurEs eux-mêmes et elles-mêmes, qui ne seraient pas suffisamment « prêts à se lever le matin » pour travailler. Les vraies victimes ne seraient pas les chômeurEs mais les entreprises souffrant de pénuries de main-d'œuvre, en particulier « dans l'hôtellerie, le café, la restauration, le bâtiment », etc. Et le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, d'ajouter que selon Pôle emploi il y aurait « plus de 300 000 emplois non pourvus en France », principalement dans ces

secteurs dits en tension. Outre que ce chiffre régulièrement cité par le Medef est clairement abusif – on s'approcherait plutôt, selon une enquête publiée par Pôle emploi en décembre 2017, des 19 000, soit 0,6% des offres d'emploi – il ne permettrait pas, dans tous les cas, de régler la situation des plus de 6 millions de chômeurEs. Et il est notable de constater que lesdits secteurs en tension sont parmi les moins attractifs: salaires très faibles, horaires décalés et, pour la majorité des postes proposés, emplois de courte ou très courte durée, n'aboutissant quasiment jamais à un à temps complet ou à un CDI. Raison pour laquelle on y trouve beaucoup de travailleurEs

d'origine immigrée, qui se voient fermer les autres portes. Mais pour Macron et Griveaux, il semble évident que les salariéEs ne peuvent pas refuser « d'accepter les contraintes du métier » et doivent être prêts à prendre n'importe quel type de boulot plutôt que de rester au chômage... À l'image du Royaume-Uni ou de l'Allemagne où le taux de chômage a certes diminué mais où la pauvreté, elle, a littéralement explosé.

Des économies sur le dos des chômeurEs

Pas question, bien sûr, de parler de la responsabilité du patronat ou de l'État patron, qui ne cessent de licencier, supprimer des postes, remplacer les emplois supprimés par des postes précaires, dans le privé comme dans tous les services publics. Dans le projet de réforme de l'indemnisation du chômage qui se prépare, semble déjà passée à la trappe la seule petite mesure d'instauration d'un « bonus-malus » destiné à taxer les entreprises qui abusent des emplois précaires et des contrats de courte durée. En revanche, le gouvernement

voudrait revoir à la baisse le dispositif permettant précisément aux salariéEs de ces emplois courts (ils sont 1,7 million) de pouvoir, sous certaines conditions, cumuler une partie d'allocation chômage avec leur salaire de temps partiel ou d'emploi court intermittent. Le but de la réforme est clair: réaliser entre 3 et 4 milliards d'économies pour les caisses chômage dans les trois ans qui viennent, dont 1,3 milliard en 2019. Sur le dos des chômeurEs. Au programme notamment: une dégressivité des allocations chômage destinée à pousser les chômeurEs à reprendre au plus vite n'importe quel emploi; la modification des critères « d'offre raisonnable d'emploi », que le chômeurE n'a pas le droit de refuser sous peine de voir son allocation chômage supprimée, pour l'obliger à accepter un emploi largement sous-payé par rapport à celui qu'il a perdu, etc.

De quoi nous donner envie, pour défendre les emplois et l'indemnisation du chômage, non pas de traverser la rue, mais d'y descendre par centaines de milliers.

Étienne Bridel

intercontinental, aucune référence à l'arme nucléaire. La balle est renvoyée à Trump.

Trump pris à contrepied

Donald Trump est pris à contrepied. Il avait en effet annulé la visite à Pyongyang du secrétaire d'État Mike Pompeo et avait dénoncé le rôle de la Chine. Aujourd'hui, il doit se féliciter du renouvellement des engagements de Kim Jong-un. Pour l'heure, les conseillers de Trump se déchirent sur la politique coréenne, alors que la situation géostratégique se complique.

Le rapprochement russo-chinois, face aux États-Unis, s'est manifesté avec éclat dans la région. Moscou a organisé en Sibérie, du 11 au 15 septembre, l'opération Vostok (« Est ») 2018, soit le plus grand exercice militaire depuis la fin de l'URSS, avec la coopération de Pékin. Il

aurait mobilisé (les chiffres sont controversés) d'énormes moyens en personnel (300 000) et engins: 1000 avions, hélicoptères ou drones, 36 000 chars, blindés et véhicules d'artillerie, ainsi que 80 navires. La Chine y était associée avec 3 200 militaires.

Évincée militairement par les États-Unis de l'espace maritime situé entre la Corée et le Japon, Pékin peut maintenant reprendre l'initiative en s'adossant à la Sibérie russe – et grâce au développement spectaculaire de ses forces navales qui dépassent en tous domaines celles de la Russie (sauf en ce qui concerne les sous-marins nucléaires stratégiques). La Navale chinoise se déploie dorénavant dans le Pacifique et affirme sa présence sur tous les théâtres maritimes. Son point le plus faible reste son manque d'expérience au feu.



DR

La crise coréenne est au cœur d'un ensemble de tensions entre puissances. Moins que jamais elle ne se réduit à un face-à-face entre Pyongyang et Washington. Elle est l'un des points de cristallisation des conflits Chine-USA,

Russie-USA, Chine-Japon, Corée du Sud-Japon ancrés dans le présent, mais avivés aussi par un passé jamais soldé – colonisation et invasion japonaises, héritage de la Guerre froide.

Pierre Rousset

Le chiffre 2,94 milliards

C'est, en euros, le montant de la baisse des crédits alloués au ministère du Travail dans le budget 2019. Soit une baisse de près de 20%, qui implique entre autres des suppressions de postes à Pôle emploi et à l'Agence pour la formation des adultes. Dans le même temps, le budget de la Défense augmente de 1,7 milliard d'euros, pour atteindre 35,89 milliards. Vous avez dit « priorités » ?



Agenda

Vendredi 28 septembre, journée internationale pour le droit à l'avortement, Paris. À 18 h 30,

rassemblement place de l'Opéra Bastille. À 20 h, projection du documentaire *les Croisés de l'avortement*, salle Traversière, 15 bis, rue Traversière, Paris 12^e.

Jeudi 4 octobre, procès aux prud'hommes des 850 ex-Goodyear, Amiens (80). RDV à 8 h au Zénith d'Amiens, Mégacité, parking du Zénith, avenue de l'Hippodrome à Amiens.

Vendredi 5 octobre, rencontre avec Emma, Paris 12^e. Autour de son livre *La charge émotionnelle*, à 17 h 30, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, métro Daumesnil.

Mardi 9 octobre, manifestation interprofessionnelle contre la regression sociale.

Mercredi 10 octobre, rencontre avec M'Wasi collectif afroféministe, Paris 12^e. Autour de son livre *Afrofem*, à 18 h 30, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, métro Daumesnil.

NO COMMENT

« Je pense que notamment, dans les domaines de la mode, de la musique, de la télé, des médias... aujourd'hui, en réalité, c'est presque plus facile de réussir quand on est fils d'immigré, noir et pédé que quand on est fils de français de souche entre guillemets, blanc et hétérosexuel. »

CHARLES CONSIGNY, chroniqueur à « On n'est pas couché », France 2, samedi 22 septembre 2018.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AUBERVILLIERS

Avec les salariéEs du théâtre de la Commune!

Judi 20 septembre un rassemblement avait lieu devant le théâtre de la Commune d'Aubervilliers pour soutenir la dizaine de salariéEs (sur les 18 permanentEs hors direction) dans leur premier jour de grève reconductible.

Les salariéEs protestent contre leurs conditions de travail indignes, violentes et pathogènes. La directrice, Marie-José Malis («MJM»), défend quant à elle sa politique de management au nom du caractère militant de son projet artistique : « Cette grève n'a pas été votée. Nous sommes fatigués des mensonges et du travail de sape. [Signé:] Les salariés restés au travail dans ce lieu innovant, fiers de la beauté de son projet », lisait-on sur une banderole le long du théâtre, enlevée depuis, à la demande de la mairie. On retrouve là la phraséologie de toutes les entreprises qui reprochent à celles et ceux qui défendent leurs conditions de travail d'être rétrogrades et de refuser l'innovation.

Contre la grève: la directrice et... Alain Badiou

Rien d'étonnant? Sauf que derrière cette banderole, il y a la directrice, Marie-José Malis... et Alain Badiou, un de ses partenaires privilégiés. MJM est une femme de gauche, metteuse en scène et dramaturge engagée, militante, qui n'est pas « du côté du capital » (ouf!) comme nous l'a dit un des signataires de la banderole. Quant à Alain Badiou, ce gauchiste invétéré, celui qui a pu écrire, par exemple, que « le capitalisme appartient à la culture du néolithique », ou qu'il fallait en finir avec la « dictature de la majorité », il n'a pas assez de mots pour dire l'illégitimité de cette grève et dénoncer son caractère minoritaire.

Un des salariéEs, resté fièrement en poste, nous a expliqué que les choses sont plus complexes qu'il n'y paraît: MJM voudrait porter un « projet » qui est novateur, progressiste, émancipateur, et qui vise à faire sortir le théâtre de sa tour d'ivoire, pour aller à la rencontre des publics et des populations, accueillir les migrantEs, etc. Or, comme elle est de gauche, elle n'a pas viré tout le monde en arrivant. Elle a tenté de convaincre les salariéEs de son projet. Celles et ceux qui avaient des réticences sont partis en rupture conventionnelle (12 en 4 ans, on commence à serrer les dents...). Quant à celles et ceux qui restent et qui font grève: des réacs qui ne sont pas prêts au menu sacrifice de « leurs habitudes » pour la Culture.

Une grève illégitime?

Imaginons un instant que Badiou et MJM aient raison, que cette grève soit illégitime voire réactionnaire. Alors pourquoi ne pas accepter l'audit sur les conditions de travail réclamé par les déléguéEs du personnel depuis plusieurs mois? Pourquoi ne pas organiser un débat public? Pourquoi payer – avec le budget du théâtre – un huissier pour inspecter le rassemblement? Pourquoi avoir refusé d'ouvrir des négociations suite au préavis? Et surtout, n'y a-t-il pas d'autres moyens de convaincre de leur projet qu'en se faisant le relais de gauche des attaques contre le droit de grève?

Les 12 ruptures conventionnelles, les quatre suppressions de postes, les très nombreux congés maladie, et les 10 grévistes aujourd'hui, rendent impossible d'imaginer que cette grève puisse être infondée, et qu'il n'y ait pas un réel problème de conditions de travail. D'autant que MJM ne recule devant rien: intimidations et menaces de licenciement, voilà ce qui attend les salariéEs qui défendent leurs droits. Quant au « projet » en lui-même, une enseignante d'Aubervilliers a pris la parole jeudi soir pour dire comment les dispositifs pour emmener les élèves au théâtre s'étaient affaiblis depuis quatre ans... En effet, les choses semblent bien complexes!

Nous appelons au soutien des salariéEs en lutte de la Commune. Consultez, aimez, partagez leur page Facebook: salariés du théâtre de la Commune en lutte

Commission culture

CONTRE LES BÉTONNEURS

Notre-Dame-des-Landes en Alsace

Depuis une quarantaine d'années il est question de construire sur 24 km une autoroute de contournement de Strasbourg par l'ouest afin de désengorger la traversée nord-sud, et inversement, de la ville qui voit défiler chaque jour entre 160 000 et 200 000 véhicules dont 4 000 poids lourds. C'est le projet GCO (« Grand contournement ouest »).

Le projet, très vite contesté par plusieurs associations dont « Alsace Nature », qui a mis en avant la défense du grand hamster, ce qui a fait passer les défenseurs de la nature pour de dangereux individus plus sensibilisés au sort de cette bestiole qu'à celui de la population. La quasi-totalité des éluEs concernés a elle aussi montré très tôt son opposition, au côté des paysans.

Grand projet inutile

Depuis 2007, soit un an après que les autoroutes ont été bradées au privé, le projet s'est accéléré au nom de la réduction de la pollution de la capitale alsacienne devenue insupportable. Enquêtes et réunions publiques, recours devant les tribunaux administratifs, manifestations... les esprits s'échauffent des deux côtés.

La population découvre alors que le hamster n'est pas la seule raison de la contestation, et que la construction de ce serpent de bitume est un problème national, voire européen. En effet, la plaine du Rhin en son entier est l'axe principal de circulation entre la mer du Nord et la Méditerranée. Construire le GCO aurait l'effet d'un appel au transit supplémentaire, surtout pour les poids lourds soumis à un péage côté allemand. Les études officielles prédisent une baisse du trafic de seulement 10% maximum sur Strasbourg, car le GCO, lui aussi à péage mais moins coûteux que l'autoroute allemande, serait



DR

évitée par une majorité de véhicules: pourquoi payer alors que la voie par Strasbourg reste gratuite?

Progressivement, une partie des élus, dont le maire de Strasbourg Roland Ries et le président de l'Euro métropole Robert Herrmann, prétendant socialistes, ont retourné leur veste, à quel prix? Ils sont devenus d'ardents défenseurs du projet au nom de la réduction des particules fines, au côté de la chambre de commerce et des bétonneurs. Il en est de même pour les paysans de la FNSEA qui ont négocié une bonne indemnisation d'expropriation.

La contestation monte

Vinci a été retenu pour réaliser les travaux et pour en être le concessionnaire. Ceux-ci ont commencé le 10 septembre à 5 heures du matin sur la colline de Kolbsheim par l'envoi de 550 gendarmes mobiles

assistés d'un hélicoptère et de drones. Leur but: évacuer les zadistes qui défendent depuis un an la forêt et les vergers en périphérie du village célèbre pour son château et son jardin classés, sa pasteurie qui n'hésite pas à sonner le tocsin en cas d'alerte, l'engagement de ses habitantEs avec à leur tête le maire gazé 4 fois au cours de la semaine. La ZAD n'a pas pu résister face au déferlement de violence des gendarmes chargés de protéger les intérêts du capital. Derrière les flics suivaient les engins pour l'arrachage des arbres. Des manifestations de contestation se sont déroulées les jours suivants, avec la présence d'élus opposés au projet, des euro-députéEs José Bové et Karima delli, cette dernière ayant été blessée lors d'une charge des mobiles. Le 15 septembre, 2 500 personnes se sont donné rendez-vous à Kolbsheim,

les flics leur interdisant d'approcher la zone de déboisement.

La contestation monte de toute part, la population n'admettant pas que les travaux aient débuté alors que de nombreux recours dont des référés déposés par « Alsace nature » sont en cours de traitement devant le tribunal administratif. Celui-ci a déjà suspendu la construction du viaduc de Kolbsheim le 12 septembre... alors que plusieurs hectares ont été rasés! Le 25 septembre sera rendu un jugement portant sur la demande d'annulation du projet en son entier.

L'espoir est grand de voir les tribunaux obliger Vinci à quitter les lieux, les avis officiels préalables à l'autorisation de démarrage des travaux signée par le préfet étant de surcroît tous négatifs. Les représentantEs des opposantEs au projet ont refusé de rencontrer le nouveau ministre de l'Écologie dès lors qu'il a jugé ce projet utile pour l'environnement.

Lors des manifestations, c'est le déni de démocratie qui a été relevé avec virulence, qui a permis à Vinci, protégé par l'État, de saccager la nature pour un projet inutile et coûteux alors que des projets alternatifs ont été présentés. Depuis leur évacuation, les zadistes sont accueillis au village. La contestation soutenue par les militantEs du NPA ne faiblit pas. À la bétonisation du monde nous répondons: « Résistance ».

Correspondant

MIGRANT-E-S À Rennes, à Nantes, toujours la lutte!

Comme dans de nombreuses villes aux quatre coins du pays, les actions de solidarité avec les migrantEs se sont multipliées ces dernières semaines à Rennes et à Nantes.

À Rennes, rentrée précoce sur le front de la solidarité: dès le 20 août, un rassemblement avait lieu pour protester contre la mise à la rue de dizaines de familles de migrantEs, dont certaines avaient été hébergées en 2016 par nos soins au squat de la Poterie, puis prises en charge par la préfecture ou la mairie.

Actions et occupations en chaîne

Le 12 septembre, avec le Collectif de soutien aux personnes sans papiers (CSP), nous occupons le Centre régional d'information jeunesse (CRIJ), avec 4 familles à la rue (11 enfants). Dans la soirée, le préfet décide de faire évacuer un campement dans un parc. Les migrantEs laissés sur le trottoir rejoignent l'occupation, et voilà donc près de 60 personnes au CRIJ! Le lendemain, la mairie décide d'ouvrir un gymnase, mais seulement pour les familles avec enfants. En assemblée générale, avec une centaine de personnes, les associations (CSP, Un toit c'est un droit) et l'interorgas, nous refusons le tri des migrantEs, alors nous restons au CRIJ... De nouvelles familles arrivent, que la mairie refuse dans un premier temps, avant, face à notre détermination, d'accepter de les prendre au gymnase. Le samedi, journée du patrimoine, nous quittons le CRIJ et manifestons



NPA

sur plusieurs sites rennais, ouverts à la visite – mais pas à nous! – et terminons notre périple par la cathédrale, d'où nous sommes virés par la police! Heureusement, la solidarité active de la FSU nous permet de passer un week-end en sécurité dans ses locaux.

Dès le lundi, nouvelle occupation – le Théâtre national de Bretagne (TNB), à l'occasion de la projection du film *Libre* – qui nous accueille pour trois jours. Nous obtenons encore la prise en charge des nouvelles familles par la mairie et, pour la première fois, la préfecture accepte

de prendre en charge 5 demandeurEs d'asile. À l'heure où ces lignes sont écrites, nous restons mobiliséEs avec la douzaine de célibataires qui occupent actuellement la Maison de la consommation et de l'environnement (MCE)...

La lutte paye

En dix jours, c'est ainsi l'hébergement de plusieurs dizaines de personnes que nous avons obtenu, dont un grand nombre de demandeurEs d'asile – que l'État a l'obligation légale de loger, mais la préfecture rechigne et invente de nouveaux

critères (seuls les demandeurEs d'asile en première instance sont acceptés) – et toutes les familles avec enfants – que la mairie s'est engagée à ne jamais laisser à la rue. Il est clair que la mobilisation, impulsée par le CSP de Rennes, à laquelle participent nombre de militantEs et d'organisations dont le NPA, a été un puissant accélérateur: la lutte paye!

À Nantes, c'est le tribunal administratif qui ordonne la prise en charge des 698 migrantEs contraintEs de survivre depuis plusieurs semaines dans un campement de fortune, en pleine ville – ironie mordante de l'histoire, juste en face du mémorial de la traite négrière. Le tribunal administratif demande à l'État de remplir ses obligations d'accueil des demandeurEs d'asile, et à la mairie de mettre à disposition des gymnases pour assurer leur accueil temporaire...

À Rennes comme à Nantes, la conclusion est qu'il faudra bien en venir à la liberté de circulation et d'installation, seule solution réaliste pour en finir avec le danger mortel des passages clandestins et l'obligation faite aux migrantEs de vivre dans des conditions indignes! Correspondant

RUSSIE Nouveaux épisodes de la mobilisation contre la réforme des retraites

Sans surprise possible, la Douma de la Fédération de Russie, en deuxième lecture, entérinera fin septembre 2018 le projet de loi sur le recul de l'âge de départ à la retraite (qui n'avait pas été changé depuis près de 90 ans) : 65 ans au lieu de 60 ans pour les hommes ; 60 ans au lieu de 55 ans pour les femmes. Poutine compte à la Douma une majorité de députés de Russie unie, qui ne lui fera pas défaut.

Mais les trois mois et demi écoulés depuis l'annonce de la réforme par le Premier ministre Medvedev, à la mi-juin dernier, au moment de l'ouverture des festivités du Mondial de football, ont été marqués par une mobilisation sociale et politique jamais vue en dix-huit ans de système poutinien.

Le mécontentement populaire s'exprime dans la rue

Une première journée de manifestations a eu lieu dès le 30 juin. Une seconde le 18 juillet. Une troisième le 2 septembre et une quatrième le 9 septembre dernier, cette dernière ayant lieu sur fond de scrutins électoraux organisés à l'échelle nationale, pour le renouvellement des gouverneurs de région et de notables municipaux. Ces manifestations ont eu lieu dans un grand nombre de villes du pays, et pas seulement à Moscou ou Saint-Petersbourg. Qu'elles aient été autorisées (toujours dans des limites strictes) ou interdites (ce qui n'a pas été rare), elles ont rassemblé chaque fois des milliers de personnes – dont beaucoup de femmes –, bravant les interdits et les arrestations. De nombreux partis et organisations ont participé à cette campagne derrière le slogan « Le peuple contre », mais aussi « Carton rouge pour la réforme des retraites ». L'éventail allait des opposants d'extrême gauche ou de gauche aux partisans du nationaliste Navalny, en passant par des organisations syndicales et les partis

VERS UN NOUVEAU SUCCÈS ÉLECTORAL POUR LE PARTI DE POUTINE

IL NE FAUT PAS VENDRE LA PEAU DE L'OPPOSANT POLITIQUE AVANT DE L'AVOIR EMPOISONNÉ...



que Poutine autorise à se présenter aux élections et à siéger dans diverses institutions (dont le Parti communiste, KPRF).

L'establishment politique, bousculé mais conforté ?

Mécontentement et poussée venue d'en bas ont été assez forts pour que Poutine fasse partiellement machine arrière, à la mi-août. En ramenant, dans son projet, l'âge de départ à la retraite des femmes à 60 ans (au lieu des 63 ans initialement prévus) et en concédant quelques « avantages » à des catégories de salariéEs dont le travail ou la vie ont été particulièrement pénibles. Le

29 août, il s'adressait solennellement au peuple, par voie de télévision, pour tenter d'expliquer la nécessité de sa réforme. Étaient servis les arguments classiques des défenseurs des intérêts capitalistes : pas assez d'argent dans les caisses du fait du vieillissement, de la démographie en berne et de la baisse du nombre d'actifs par rapport aux retraités, etc. ¹ Silence sur l'importante partie de la population qui travaille au noir et ne cotise pas ; silence sur le fait que l'espérance moyenne de vie masculine étant de 66 ans, le départ repoussé de 60 à 65 ans diminue dramatiquement la chance de profiter d'une retraite.

Le peuple reste opposé à cette réforme et l'a montré à nouveau par ses cortèges du 9 septembre dernier – que le pouvoir a tenté d'intimider par des arrestations (de gens généralement relâchés peu après) et inculpations plus massives, même si elles semblent rester dans le cadre d'une triste routine... Mais le mécontentement s'est exprimé aussi par les bulletins de vote. Le parti de Poutine a sensiblement reculé, surtout au profit du Parti communiste (très présent dans les dernières manifestations) qui a surfé sur l'impopularité de la réforme des retraites pour engranger des voix et décrocher quelques nouveaux postes... Dans quatre régions, des gouverneurs ne sont pas passés au premier tour. Dans unie régions sur vingt-six, Russie unie a obtenu moins de 50% des voix.

Une pierre dans le jardin de Poutine ?

Ou un petit caillou dans la chaussure ? Les opposants les plus résolus à Poutine, ceux qui ont été les plus actifs, sur le terrain, contre la réforme des retraites (dont les militants d'extrême gauche et/ou syndicaux), n'ont pas pu prolonger leur action dans la campagne électorale. Ils ont été d'emblée exclus du jeu. Mais quelque chose a changé. Par delà la grandiloquence de ceux qui affirment dans les médias que « le temps des victoires faciles du Kremlin est révolu » ou que « les plaques tectoniques politiques de la Russie sont entrées en mouvement », force est de constater que c'est bel et bien sous la pression d'en bas, et d'elle seule, qu'un édifice en apparence solide montre quelques fissures. Et le goût de la mobilisation ne passe pas si facilement.

Michelle Verdier

¹ Sur le système de retraites russe, voir L'Anticapitaliste 439 (5 juillet 2018).

GRÈCE Fin des mémorandums : c'est vrai ce mensonge ?



Tsipras a proclamé le 21 août la fin des mémorandums. S'il s'est attiré les félicitations de dirigeants de la bourgeoisie européenne, dont le commissaire Moscovici, les réactions populaires en Grèce oscillent entre doute et colère.

La réalité du pays est en effet celle d'une asphyxie permanente. Certes, le chômage est en baisse, mais il reste terrible, 19,1% (contre 21,3% il y a un an), dont 39% pour les 15-24 ans. Les richesses nationales continuent à être bradées (aéroports, transports...). Et le bilan de Syriza est illustré aussi par la catastrophe de Mati, ville côtière proche d'Athènes : l'incendie de fin juillet (98 mortEs) a montré que sur des points cruciaux (urbanisme sauvage, maîtrise de l'espace forestier, moyens humains et matériels, gestion des services publics décisifs pour des interventions d'urgence), Syriza, qui se prétendait gauche de progrès et écologique, n'a rien changé par rapport à la droite et au Pasok. Le tout dans un contexte où le pays est engagé dans un processus d'endettement et de remboursements qui le met sous contrôle de la troïka pour des dizaines d'années !

Tsipras, bon gestionnaire de la troïka

Dans ce cadre, l'objectif de Tsipras est de montrer qu'à la différence du Pasok et surtout de la droite, Syriza constitue le gouvernement sage : certes, il a été impossible de vaincre la troïka (faute d'avoir voulu l'affronter !), mais grâce à une bonne gestion des négociations avec les instances, et grâce aux sacrifices des travailleurEs, non seulement il n'y aura pas de nouveau mémorandum, mais il sera possible d'obtenir quelques avancées ! Tsipras a ainsi annoncé, lors de la foire de Thessalonique, quelques mesures permises par des améliorations budgétaires : entre autres, baisse de la TVA (à 22 et 12%), réduction de la taxe foncière ENFIA jusqu'à 50%, aide au logement pour 300 000 familles, mais aussi réduction de 4% de l'imposition des entreprises, petites ou grandes, et aussi « lancement d'une procédure en vue de l'augmentation du salaire minimum » (sic) qui vient d'être votée par l'assemblée... On le voit, un mélange de quelques mesures sociales et de cadeaux aux grands patrons, et on se demande ce qui sera retenu si le budget ou la troïka ne permettent pas leur concrétisation totale !

«Alliance des progressistes»

Le projet de Syriza s'affirme clairement avec la composition du nouveau gouvernement, où entrent désormais des responsables du Pasok qui n'en ont pas claqué la porte, comme ce fut le cas de ministres ou députéEs antérieurs : face à une droite à la Wauquiez, voire comme on le dit ici « pinochétiste » en matière économique, l'objectif est de tenter de construire une « alliance des progressistes », réformistes respectueux de la troïka, en vue des élections de 2019.

Le mouvement ouvrier est partagé : une partie, découragée, espère surtout que Tsipras pourra obtenir de la troïka la non-application de la nouvelle et grave baisse des retraites voulue par les instances. Mais pour de très nombreux travailleurEs, ce ne sont que des miettes, et les mémorandums continuent. Il serait donc possible de concrétiser une logique qui rompt radicalement avec le cadre qui se met en place, et la responsabilité de la gauche anticapitaliste est grande pour assurer le succès de mobilisations, qui heureusement existent et doivent grossir dans la période, à l'image des manifestations lors de la foire de Thessalonique et des grosses mobilisations antifascistes pour les 5 ans de l'assassinat du rappeur Pavlos Fyssas par Chryssi Avgi (Aube dorée).
À Athènes, A. Sartzekis

SOMMET DE SALZBOURG Pour l'Union européenne, toutE migrantE est de trop

Les 19 et 20 septembre derniers se réunissaient à Salzbourg, lors d'une «réunion informelle», les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne. Au programme, trois sujets principaux : le Brexit, la sécurité intérieure et les flux migratoires.

Durant le sommet, les participantEs ont à peine caché leur satisfaction au regard de la baisse du nombre de migrantEs arrivant en Europe. Peu importe que cette baisse provienne du déplacement des frontières réelles de l'Europe vers des pays du Sud global grâce, par exemple, à la mise en place des «hotspots» ; peu importe que cette politique de fermeture entraîne un allongement des routes migratoires qui deviennent de plus en plus dangereuses ; les responsables rassemblés n'ont qu'une obsession : chasser les migrantEs.

Convergences anti-migrantEs

Malgré des divergences de méthode et de ton entre un bloc «dur» représenté par la Hongrie, l'Autriche et l'Italie, et un bloc qui se présente comme plus modéré, comprenant notamment la France et l'Allemagne, Emmanuel Macron l'affirme : de fortes convergences existent. Tout d'abord, tous les présents s'accordent sur le fait qu'il y a encore trop de migrantEs qui arrivent en Europe. Pour empêcher



les arrivées, le président français soutient la proposition de la Commission européenne visant à renforcer Frontex, l'agence en charge du contrôle des frontières. Par ailleurs, tous veulent «améliorer les politiques de retour», nouvelle expression de la novlangue pour dire «augmenter les expulsions». Enfin, tous s'inquiètent «des mouvements secondaires», termes désignant les mouvements de migrantEs au sein de Schengen. En effet, certainEs migrantEs, une fois arrivés en Europe, continuent leur

périple, pour atteindre la France et l'Allemagne notamment, où ils et elles demandent l'asile. Cette pratique est une manière de contourner le dublino, qui induit qu'unE migrantE doit rester dans le premier pays d'Europe où il est enregistré.

Ouvrir les frontières !

En réalité, il existe des tensions entre les pays pour savoir quels sont les meilleurs moyens pour gérer les flux migratoires. Les pays comme l'Italie, l'Espagne et la Grèce se méfient d'un

renforcement de Frontex, qui pourrait se traduire par une perte d'autonomie dans la gestion de leurs frontières. De même, la question des «mouvements secondaires» inquiète, surtout la France qui refuse d'accueillir des migrants sous le double prétexte de ne pas être une frontière terrestre de l'UE et de ne pas avoir sur son territoire les premiers ports sûrs accessibles pour les bateaux de naufragéEs. Bel artifice juridico-géographique pour ne pas avoir à accueillir de migrantEs et pour externaliser aux pays périphériques de l'Europe la gestion des frontières. Néanmoins, s'il existe des divergences sur les moyens et sur la radicalité des mesures, la réalité est que sur cette question, l'essentiel est partagé entre les dirigeants européens : unE migrantE est un migrantE de trop. Malheureusement l'histoire a montré que lorsque l'Europe s'habitue à massacrer à ses frontières et à pratiquer, directement ou par délégation, des atrocités envers des populations entières, c'est l'extrême droite et les fascistes qui finissent par emporter la mise. Il y a donc urgence à ouvrir les frontières et affirmer la liberté de circulation de toutes et tous. Leurs vies valent plus que nos frontières.
Hugo (Commission migrations et antiracisme)

DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ:



Un mois après la rentrée scolaire, l'Éducation nationale est dans un triste état: pénurie de moyens et de personnels, précarisation, renforcement des processus de sélection, et de nouveaux projets de réformes qui n'annoncent rien de bon.

Dossier réalisé par la commission éducation nationale du NPA.

«PRIORITÉ À L'ÉCOLE PRIMAIRE», QU'IL AVAIT DIT...

Après les annonces décomplexées de 2 600 suppressions de postes dans l'Éducation nationale, Blanquer a osé affirmer que c'est parce qu'il donnait la priorité à l'école primaire qu'il supprimait des postes dans le secondaire!

De qui se moque-t-on? Comme dans l'ensemble de l'éducation, l'école primaire est en souffrance. Pour les élèves comme pour les personnels de l'éducation le quotidien se dégrade et la «politique spectacle» du gouvernement n'est là que pour cacher cette réalité. Le quotidien de l'école primaire, ce sont des classes surchargées avec des effectifs dépassant les 30 élèves par classe dans nombre d'écoles. Pour masquer cette réalité, Blanquer mène une grande campagne de communication autour des CP et des CE1 à 12 en éducation prioritaire. Sauf qu'il oublie de mentionner que le dédoublement de ces classes s'est fait à moyens constants. Résultat: les effectifs dans les autres écoles, ainsi que les effectifs dans les autres niveaux de classe en éducation prioritaire, ont augmenté. En REP + ce sont des CP à 12 mais des CM2 à 29! De plus en plus, on a l'impression que ces «CP à 12» sont devenus un simple argument de campagne du gouvernement pour faire croire qu'il agit pour l'école. Mais l'arbre ne parvient pas à masquer la forêt de la pénurie budgétaire qui règne à l'école: classes surchargées, manque d'enseignantEs, non-remplacements...

Sélection dès le primaire
La France reste un des pays européens dans lequel les effectifs des classes à l'école primaire sont les plus chargés. Les premières victimes sont bien évidemment les élèves le plus en difficulté qui se font broyer par les processus de sélection sociale qu'opère le système éducatif français. Au total, la mise en place de la sélection à l'entrée de l'université, avec Parcoursup, n'est que la dernière étape de cette sélection qui sévit depuis la maternelle. Mais les victimes sont aussi les enseignantEs, dont la souffrance au travail est prégnante et qui ont sans cesse l'impression du travail mal fait lorsqu'ils sont dans l'incapacité de s'occuper de l'ensemble de leurs élèves. Cette souffrance au travail, ainsi que les bas salaires, entraînent à la fois une augmentation des démissions et une «crise de vocations»: les concours de l'Éducation nationale peinent à recruter des candidatEs. Mais, pour le gouvernement, c'est loin d'être un problème. C'est même un rouage de son plan. Pas assez d'enseignantEs titulaires, qu'à cela ne tienne: embauchons des contractuelEs. Comme dans le secondaire, la précarité se généralise... Et pour le gouvernement, c'est tant mieux, puisqu'il veut en

finir avec le statut de fonctionnaire! C'est bien cela la logique du projet CAP 22 qui est annoncé.

Vers la casse du statut d'enseignantE

De même, la prime pour les enseignantEs exerçant en éducation prioritaire autour de laquelle Blanquer a fait sa pub à la rentrée, est bien loin du cadeau présenté. Contrairement à la promesse de campagne de Macron, qui prévoyait une prime de 3 000 euros à tous les enseignantEs en REP +, une partie de cette prime sera versée «au mérite»! L'objectif pour le gouvernement n'est pas la reconnaissance de la pénibilité de l'exercice du métier en éducation prioritaire mais c'est un moyen pour lui d'introduire la rémunération au mérite. Un premier pas important dans la casse du statut! Et comment seront évalués les enseignantEs les plus «méritants»? Le gouvernement ne l'a pas encore dévoilé, mais on peut craindre notamment que le mérite des enseignantEs se mesure aux résultats de leurs élèves face aux nombreuses évaluations mises en place par Blanquer... Des évaluations fortement décriées par les professionnelEs de l'éducation comme étant largement en contradiction avec les besoins des élèves, favorisant l'échec...

Résistance(s)

Comme dans le reste de l'éducation, des nombreux enseignantEs du primaire ont choisi de ne pas accepter ni les injonctions du ministre ni la dégradation des conditions de travail et d'enseignement pour les enfants accueillis dans les écoles. En cette rentrée, de nombreuses résistances existent contre les fermetures de classes, contre les effectifs chargés, contre le manque d'ATSEM ou encore en choisissant le boycott des évaluations imposées par le ministère. L'enjeu maintenant est de fédérer ces différentes luttes, souvent très locales, de les lier aux autres combats dans les collèges et les lycées contre le manque de moyens, aux mobilisations des étudiantEs contre la sélection à l'entrée de la fac. C'est seulement en regroupant nos forces que nous pourrions obtenir des créations de postes dans l'éducation pour qu'enfin nous puissions imposer des revendications comme «pas plus de 25 élèves par classe et pas plus de 20 en éducation prioritaire», pour que nous puissions imposer des salaires décents pour les enseignantEs et, à l'encontre d'une école de la sélection sociale, une éducation de qualité pour toutes et tous y compris les enfants d'ouvrierEs.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PROVOQUE COLÈRE

Le 16 septembre, Jean-Michel Blanquer avait déjà fait l'annonce de l'Éducation nationale. Deux jours plus tard, le ministre précisait que ce serait non pas 1 800 postes supprimés, mais 2 600! Le gouvernement annonce par une baisse des effectifs... sauf que les services du ministère ne sont plus par rentrée jusqu'en 2021. L'Éducation nationale doit payer les fonctionnaires prévues par le gouvernement. Tout cela pour

Ces suppressions de postes s'ajoutent au contexte d'une rentrée déjà totalement chaotique. Dans beaucoup d'établissements, la rentrée n'a pu avoir lieu normalement, du fait des conditions déplorable dans lesquelles les équipes sont laissées. Ainsi, au lycée Jacques-Feyder d'Épinay-sur-Seine, les enseignantEs sont entrés en grève parce que les emplois du temps n'étaient pas applicables, les listes d'élèves erronées, les locaux pour faire cours n'étaient pas prêts, alors que le lycée entre en rénovation... Au lycée Mozart du Blanc-Mesnil, les enseignantEs ont également débrayé, les conditions de sécurité pour faire cours n'étant pas complètes... Le lycée Joliot-Curie de Nanterre a connu des débrayages pour les mêmes raisons.

Vers la fin du bac national?

Si les conditions de rentrée sont apocalyptiques dans beaucoup d'établissements, c'est aussi du fait des débuts de l'application de la réforme du lycée en classe de seconde, qui provoque beaucoup de désorganisation. Cette réforme des filières s'articule

autour de la réforme du baccalauréat, elle-même articulée aux nouvelles conditions d'entrée dans le supérieur, mises en place par Parcoursup. Avec cette réforme, le baccalauréat n'aurait plus aucun caractère national: les évaluations se feront quasiment toutes localement, et le contrôle continu deviendra majoritaire. Et même pour les épreuves passées lors d'un examen final, l'évaluation se fera au niveau de l'établissement. Ce sera ainsi le cas du «grand oral», nouveauté dont Blanquer se gargarise, dont le jury sera composé au moins aux deux tiers d'enseignantEs venant de l'établissement de l'élève évalué. C'est la fin de tout cadre national du diplôme, et donc l'augmentation de la concurrence et des inégalités entre établissements.

Intertitre

À cette nouvelle mouture du baccalauréat s'articule la nouvelle mouture des classes de filière générale. En effet, la réforme met fin au système des séries (L, ES, S). Désormais, il y aura un tronc commun au sein duquel on distinguera différents parcours fondés sur trois spécialités en première et deux en terminale. Or, ces spécialités

UNE RENTRÉE UNIVERSITAIRE

Comme l'avaient pronostiqué les milliers de jeunes qui se sont inscrits (et qui ont obtenu la réussite des étudiants), la nouvelle plateforme d'accès à l'enseignement supérieur (Parcoursup) a permis à des milliers de bachelierEs sur le carreau. Le gouvernement s'était engagé à améliorer l'accès à l'enseignement supérieur pour tous. Et toutE bachelierE de s'inscrire dans la filière de son choix, est u

Le gouvernement annonce que moins de 2500 bachelierEs seraient toujours sans affectation au moment de la fermeture de la plateforme, le 21 septembre. Mais la réalité est tout autre. En effet, le 5 septembre, lors de l'ouverture de la dernière phase de Parcoursup, plus de 45 000 étudiantEs étaient encore sans affectation. Or, beaucoup d'elles et eux ont été considérés par la plateforme comme «inactifs», c'est-à-dire qu'après avoir passé tout l'été à attendre, dans l'angoisse, les résultats de Parcoursup, ils n'ont pas saisi le rectorat. Car tout a été fait pour rendre le parcours plus difficile: délais très courts pour faire appel, risque de voir tous ses vœux disparaître si on ne validait pas une proposition, etc. La ministre ne prend pas en compte ces 45 000 «inactifs», auquelEs il faut ajouter les 180 000 étudiantEs qui ont purement et simplement quitté la plateforme, soit en se résignant à abandonner les études supérieures, soit en allant remplir l'enseignement privé, qui sort grand gagnant de cette affaire. Au total, on peut donc estimer que ce sont au bas mot 220 000 jeunes qui se retrouvent hors de l'enseignement supérieur public. Et cela sans compter le nombre d'étudiantEs qui ne sont pas

vraiment inscrits dans la filière de leur choix, puisque, contrairement à l'ancien système, Parcoursup ne permet pas de hiérarchiser ses vœux. Beaucoup d'étudiantEs ont donc en réalité dû accepter des filières qui ne leur conviennent pas vraiment.

Sélection sociale

Cette sélection drastique s'est évidemment abattue avant tout sur les jeunes de milieux populaires. Elle renforce la concurrence et les inégalités entre établissements. Ainsi, le rectorat de Paris a imposé de limiter considérablement le nombre de bachelierEs venant de banlieue, afin de privilégier les étudiantEs de Paris intramuros. À tel point que, en Seine-Saint-Denis, des éluEs ont saisi le défenseur des droits, Jacques Toubon, pour «faire la lumière» sur le fonctionnement de Parcoursup... Car parmi les critères retenus pour examiner les dossiers des bachelierEs, le lycée d'origine a été un élément déterminant: des pondérations de moyenne en fonction de la filière de baccalauréat et des lycées d'origine ont été appliquées, rendant presque impossible pour des jeunes des lycées les plus défavorisés d'accéder à certaines filières. C'est ainsi que dans une faculté «d'élite»

LAURE: UNE SAIGNÉE QUI ET INDIGNATION

annonce choc de 1800 suppressions de postes dans le secondaire. Le gouvernement prétend justifier ces suppressions de postes en disant qu'il faut payer son tribut aux 120 000 suppressions de postes de lycées. Mais les lycéens eux-mêmes prévoient au moins 32 000 élèves en moins et de payer les milliards d'aides versées aux patrons...

dépendront des établissements. Là encore, cela développera les inégalités entre lycées : une note de service du 5 septembre révèle d'ailleurs que parmi ces options, sept sont jugées « classiques », et doivent donc être dispensées « dans un périmètre raisonnable » (!) pour chaque élève ; alors que 5 autres (tel langues et cultures de l'antiquité, arts, littérature et société...) sont décriées « plus rares » et leur implantation s'organiserait donc à l'échelle académique et nationale... On voit bien que le nombre d'options et de spécialités va être drastiquement réduit, et que seuls quelques établissements « d'élite » pourront dispenser ces spécialités « plus rares ». Or, la nouvelle plateforme d'entrée dans le supérieur, Parcoursup, évalue les dossiers des bacheliers selon les spécialités suivies au lycée. On assiste donc clairement à un renforcement du processus de sélection.

Par ailleurs, la réforme Blanquer va encore diminuer les horaires disciplinaires. Cela va signifier une charge de travail alourdie pour les enseignants, puisque si le nombre d'heures par discipline diminue, chaque prof aura d'autant plus de classes en charge. Tout cela avec

des classes aux effectifs surchargés : en cette rentrée, les classes de lycée sont majoritairement à plus de 30 élèves, et 30% sont même à plus de 35 élèves...

Se battre pour en finir avec cette politique!

Malheureusement, face à toutes ces annonces, les réactions des directions syndicales se sont fait attendre. Le SNES crie son indignation... mais traîne du pied pour appeler à la grève le 9 octobre. Au lieu de cela, il continue à aller aux réunions du ministère... Or, c'est bien d'une bonne grève de tous les profs dont nous aurions besoin ! Les enseignants de Nanterre, du Blanc-Mesnil, d'Épinay... ont raison : c'est la voie de la mobilisation et de la grève qu'il faut suivre. Vendredi 21 septembre, au lycée des Bruyères à Rouen, ce sont les élèves qui, après la grève des profs, ont bloqué leur lycée.

Les profs et les lycéens sont en colère, ils sont prêts à se battre, voire sont déjà entrés dans l'action. Il s'agit de faire de la date de mobilisation du 9 octobre un moyen de faire converger toutes ces mobilisations, et de construire une grève de toute l'Éducation !

LAURE CATASTROPHIQUE

Les lycéens mobilisés au printemps contre la loi ORE (Orientation et Éducation Supérieure, Parcoursup, a laissé des dizaines de lycéens sans emploi. En réalité, Parcoursup, en supprimant le droit pour les lycéens de choisir leur université, a servi des bugs de l'ancienne plateforme, APB (Admission Post-Bac Supérieur). En réalité, Parcoursup, en supprimant le droit pour les lycéens de choisir leur université, a servi des bugs de l'ancienne plateforme, APB (Admission Post-Bac Supérieur).

comme Sorbonne-Université, on en arrive à ce qu'il n'y ait plus que 38% d'étudiantEs non parisiens et seulement 11% de boursierEs.

Rentrée chaotique

Mais Parcoursup a également totalement désorganisé la rentrée pour les universités. En effet, beaucoup d'universités, pour pallier l'engorgement provoqué par Parcoursup, ont été contraintes d'augmenter leurs capacités d'accueil sans moyens supplémentaires. Ce qui provoque une multiplication des amphis et TD surchargés. De plus, avec le nombre d'étudiantEs qui se trouvaient encore en attente de réponse au 5 septembre, beaucoup d'établissements ont dû faire leur rentrée sans connaître exactement leurs effectifs de première année. Dans certaines formations, les emplois du temps ne sont pas finalisés, les locaux ne sont pas affectés, les enseignants ne connaissent pas leurs services définitifs. Les dispositifs d'aide qui devaient être mis en place pour les étudiantEs acceptés sous condition (les fameux « Oui, si ») sont en réalité inexistantes, ou seulement mis en place dans certaines filières pour un nombre très réduit d'étudiantEs, faute de moyens... Quant aux étudiantEs

qui n'ont eu d'affectation définitive que fin septembre, ils auront loupé 2 à 3 semaines de cours.

Le nouvel arrêté licence pour casser l'université

Ces conditions catastrophiques de rentrée sont la conséquence directe de l'application de la loi ORE. Application qui se poursuit avec la publication du nouvel arrêté licence, qui cadre les diplômes et l'ensemble des droits qui y sont attachés. Avec la nouvelle mouture de la licence, le diplôme n'aurait absolument plus aucun cadrage national. Ce serait un diplôme « à la carte ». Chaque université pourra procéder comme elle l'entend, soit un renforcement de la concurrence et les inégalités entre établissements. De plus, cet arrêté remet en cause le droit aux rattrapages (remplacé par un vague « droit à la seconde chance ») et à la compensation annuelle. Comme l'expliquaient les étudiantEs mobilisés l'an dernier, la loi ORE est bien une réforme qui renforce la sélection et la concurrence, jette hors de l'enseignement supérieur des milliers de jeunes et, pour celles et ceux qui y sont encore, dévalorise les diplômes. Face à cette politique, seule la mobilisation permettra de faire reculer le gouvernement et le patronat.

RÉFORME DU LYCÉE PRO: FORMER DE LA CHAIR À PATRONS?

Le gouvernement Macron annonce depuis le début de son mandat une série de réformes dans l'éducation et surtout dans le secondaire. Dans ce cadre, il prépare un plan sans précédent contre le lycée professionnel. Cette réforme, peu de monde en parle, alors qu'elle concernera pourtant près de 38% des jeunes scolarisés dans l'enseignement secondaire.

La grande partie de la réforme consiste en une suppression importante du nombre d'heures d'enseignement. Après avoir fait passer le bac pro de 3 à 4 ans en 2008, le gouvernement s'attelle à raboter encore plus la quantité d'enseignements dispensés dans les formations professionnelles. Pour rappel, ces quatre années de formation étaient bénéfiques pour les lycéens et surtout pour les lycéens, qui avaient pour la plupart et souvent à juste titre un rejet profond du système éducatif qui les avaient broyés au collège.

Diminution horaire... pour une formation au rabais

La diminution envisagée est très importante : près de 60 heures de moins en enseignement professionnel et surtout 276 heures dans les enseignements généraux comme le français, l'histoire-géographie ou les mathématiques. Autant d'heures supprimées qui seront retirées de la qualification des élèves, et surtout qui auront des conséquences sur le niveau des formations. Moins d'heures, c'est une diminution de la reconnaissance du bac pro, c'est aussi la volonté profonde de retirer les matières de réflexion pour les élèves et de les transformer en main-d'œuvre docile. L'objectif, selon certaines lettres de cadrage, sera, pour le français en terminale, de savoir lire et comprendre des consignes. Autant dire : savoir exécuter à la lettre les ordres du patron sans trop les remettre en cause. Le lycée professionnel a déjà, sous certains aspects, cet objectif de fournir une main-d'œuvre docile, mais le programme de français et d'histoire-géographie permet aujourd'hui d'étudier l'histoire de la classe ouvrière, des femmes, de l'immigration, du monde d'aujourd'hui... fournissant ainsi un regard critique aux élèves sur le monde dans lequel nous vivons. Avec la réforme, ce sera appliqué, tais-toi et ne réfléchis pas !

L'enseignement supérieur: il n'y a plus rien à voir

L'autre pendant de la réforme est celle de l'enseignement supérieur.

Les gouvernements successifs ont beau se targuer de vouloir créer un bloc bac-3/ bac+3, la réforme, avec ces suppressions d'heures, va clairement précariser encore plus les lycéens professionnels dans leur capacité à poursuivre des études. Aujourd'hui, il est déjà difficile pour eux de trouver des BTS, des IUT... Avec les suppressions d'heures cela deviendra mission impossible. Bien entendu, le patronat a besoin que certains lycéens professionnels continuent plus loin que le bac. Il projette donc de forcer les choses avec des parcours différenciés en terminale. Certains prépareront le fait de continuer leurs études et d'autres auront le droit à une terminale « insertion professionnelle » : dans ce cas-là il ne servira à rien de tenter Parcoursup car les heures en moins et l'absence de l'option enseignement supérieur obligeront ces lycéens à rentrer sur le marché du travail avec le seul bac professionnel en poche. Autant dire : un avenir précaire et instable défini par les établissements eux-mêmes sans même avoir à utiliser Parcoursup.

L'apprentissage: ce mythe à la peau grisâtre

Dans les annonces on nous rabâche depuis des années les qualités incommensurables de l'apprentissage. Pourtant la réalité est très éloignée. Aujourd'hui, un apprenti sur cinq ne termine pas sa formation. Les lycées pro accueillent tout le monde, alors que l'apprentissage discrimine : il nécessite la signature d'un contrat de travail beaucoup plus difficile à obtenir. Quand on voit que beaucoup de lycéens ont du mal à trouver un stage, un contrat d'apprentissage avec un salaire à la clef équivaut à un parcours du combattant. Ainsi, on reproduit les discriminations sociales, les lycéens les plus favorisés réussissant à trouver des contrats d'apprentissage ; pour les autres, selon le gouvernement, ce sera la voie de garage.

Un plan global contre les enseignants!

Les lycéens sont au cœur des attaques, étant la future main-d'œuvre, mais les enseignants

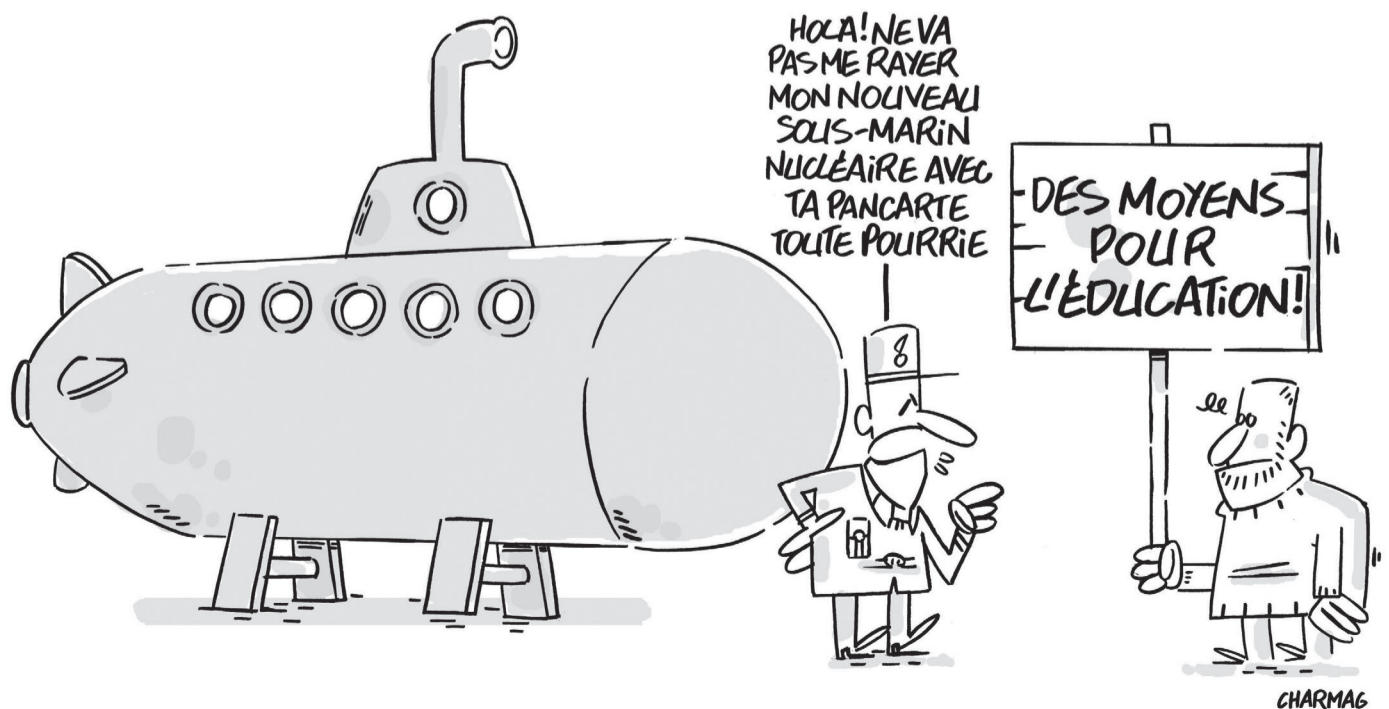
ne sont pas en reste. Cette réforme est annoncée dans le cadre des suppressions de postes voulues par le gouvernement et les conséquences sont claires : si l'on prend l'exemple de la seule filière gestion-administration, ce sont 1 000 départs à la retraite non remplacés, 500 précaires menacés et 1 500 reconversions forcées. Si l'on y ajoute les heures supprimées dans toutes les filières, c'est bien un plan social d'ampleur dans le lycée professionnel qui est en préparation.

Une telle réforme n'a pas pour seule conséquence de supprimer des postes, elle change profondément le métier d'enseignant en lycée professionnel. Ainsi, quand un prof de lettres-histoire peut voir sa classe 6h30 par semaine, une relation se noue entre lui et les élèves, la pédagogie permet de répondre aux attentes de lycéens parfois difficile. Maintenant on parle d'une heure par semaine pour le même niveau : soit potentiellement 18 classes au lieu de 3...

CHÔMEUR-E-S D'UN CÔTÉ, ENFANTS HANDICAPÉS NON ACCOMPAGNÉS DE L'AUTRE!

À la rentrée de septembre, dans certains départements, près de 70% d'enfants reconnus handicapés n'avaient toujours pas d'accompagnement notifié et n'ont pas pu effectuer leur rentrée comme les autres enfants. Il y a loin désormais entre la loi de 2005 dite « d'inclusion scolaire » et la réalité !

Si le système dysfonctionne, ce n'est pas parce que les services sont incompetents ou seulement parce que la MDPH est en retard mais parce que ce système est assis sur la précarité à tous les niveaux. À l'échelle nationale, ce sont en premier lieu les dizaines de milliers de suppressions d'emploi concernant les personnes recrutées dans le cadre des contrats aidés, dont le financement a été réduit de 40% par le gouvernement en 2018, qui entraînent une telle saignée dans les personnels accompagnant les élèves handicapés. À cela il faut rajouter le fait que l'immense majorité des personnels qui avaient un contrat CUI (contrat aidé), et à qui on a proposé la ré-embauche en CDD sous contrat d'AESH (Accompagnants des élèves en situation de handicap) n'ont que des temps partiels contraints et ne gagnent au mieux que 800 euros par mois... avec même 100 euros de moins lorsqu'ils et elles passent d'un contrat CUI à un contrat AESH pour le même nombre d'heures travaillées. Un niveau si indécent de salaire peut amener les collègues précaires à refuser la mission ou à se tourner vers d'autres opportunités. Ce sont des compétences et des énergies gâchées. Une seule solution pour permettre à la fois aux élèves handicapés d'être scolarisés dans les meilleures conditions et aux collègues les accompagnant de garder leur emploi : imposer l'embauche pérenne, au statut de la fonction publique, des AESH.



LA POSTE La grève des postiers du 92 tient et se développe



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

Le jeudi 21 septembre, Gaël Quirante était une nouvelle fois convoqué au tribunal par La Poste.

La boîte prétend limiter sa liberté de circulation en lui imposant de demander préalablement l'autorisation pour pouvoir intervenir sur les centres. Elle réclame carrément 1000 euros par infraction constatée, et l'intervention de la force publique pour le déloger ! Autrement dit, la boîte prétend qu'un représentant syndical devrait avoir l'autorisation préalable des patrons pour défendre les collègues !

Avec les Ford à Bordeaux

Mais la réalité, c'est que la boîte, grâce à la grève, a été obligée de reculer sur un point essentiel : elle est obligée de reconnaître Gaël comme représentant des postiers et des postières du 92.

Car, contrairement à ce que pronostiquait la direction, les grévistes ont tenu tout l'été. Et depuis le 18 septembre, la grève s'étend même à nouveau. Ce sont les collègues de Châtenay-Malabry qui ont majoritairement débrayé, et d'autres bureaux sont encore prêts à rejoindre la lutte. Car toutes et tous s'aperçoivent bien d'une chose : c'est que si on ne s'y met pas toutes et tous ensemble, tout le monde va être balayé.

Et c'est aussi pour cette raison qu'une délégation de grévistes était naturellement présente à la manifestation des Ford à Bordeaux le 22 septembre, en soutien aux salariéEs menacés de licenciement. Car il faut que toutes celles et ceux qui bagarrent, qui s'opposent aux suppressions d'emplois, à la précarité, à la répression... se serrent les coudes, et tapent ensemble sur le même clou.

Alors évidemment, faire 6 mois de grève a des conséquences directes sur la vie des grévistes. Ce 21 septembre, c'était aussi la paye : une paye une nouvelle fois à 0 euro. Cela a un impact sur les familles, qui ont des charges, des crédits. La solidarité financière est donc un élément essentiel. Jusqu'à présent, elle s'est largement manifestée, à travers les dons, les achats de calendriers, les messages de soutien... Mais elle doit se poursuivre, et pour cela il faut continuer à verser à la caisse, et acheter les calendriers des grévistes, toujours en vente, à partir de 10 euros.

Correspondant

<https://www.lepostcommun.fr/pot/kgmfkl66>, chèques à l'ordre de Sud Poste 92-51, rue Jean-Bonal 92250 La-Garenne-Colombe, mention «solidarité grévistes» au dos.

SANTÉ Le plan Macron-Buzyn : un emplâtre sur une jambe de bois

L'augmentation de l'ONDAM (Objectif national de dépenses d'assurance maladie) pour 2019 sera de 400 millions d'euros, une somme dérisoire en regard des 195,2 milliards de dépenses de santé prévus en 2018. La branche maladie de la Sécurité sociale sera ainsi autorisée à augmenter ses dépenses de 0,002% l'année prochaine alors que l'inflation depuis un an est de 2,4% !

Selon la Fédération hospitalière de France (l'association des directeurs d'établissement public), les hôpitaux publics en 2017 souffraient d'un déficit compris entre 1,2 et 1,5 milliard d'euros, trois fois supérieur à celui de 2016. Le ministère de la Santé, par l'intermédiaire des Agences régionales de santé (ARS), donne des consignes impératives : le retour à l'équilibre financier est un objectif primordial, et ce malgré des conséquences néfastes pour les patientEs et les soignantEs. Les ARS n'accordent des rallonges budgétaires que sous la pression des luttes des hospitalierEs et de leur impact médiatique.

De la réforme de l'hôpital...

Macron prétend qu'aucun hôpital ne fermera, mais le dossier de presse concernant la réforme «Ma santé 2022» précise que «des établissements de santé seront appelés à repenser leurs missions de proximité». 500 à 600 d'entre eux seront «labellisés hôpitaux de proximité», avec pour «missions» la médecine polyvalente, les consultations spécialisées, l'imagerie, la biologie, les équipes mobiles et la télémédecine. Ces hôpitaux deviendront, de fait, des maisons de santé avec des praticiens libéraux payés à l'acte, ou des centres publics de santé, mais seuls 400 postes de médecins salariés seront créés. On apprend en outre que «pour offrir des soins ultraspecialisés et donner accès aux plateaux

Selon Macron, «notre système de santé ne souffre pas d'abord d'un problème de sous-financement. Il pêche par un vrai handicap d'organisation». Le gouvernement refuse donc d'accorder les moyens financiers nécessaires aux besoins de santé, notamment aux hôpitaux publics.



CHARMAG

techniques de pointe (3^e niveau), le gouvernement proposera, en décembre 2018, les évolutions nécessaires des CHU avec une attention particulière portée à l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP)», alors que le démantèlement de l'AP-HP est déjà en cours avec la création de trois supra-groupes-hospitaliers dotés d'une entité juridique propre.

Les restructurations, fermetures de lits, de services et d'hôpitaux et les suppressions de postes vont se poursuivre au détriment des patientEs et des hospitaliers. Aucune mesure n'est annoncée pour les secteurs les plus sinistres, la psychiatrie et les Ehpad. Les hôpitaux publics et privés devraient «coopérer, se rapprocher, s'associer».

... à la «réorganisation de la médecine de proximité»

Macron annonce la création d'ici 2022 de 4 000 postes d'assistants médicaux «et plus si besoin». Ils seront chargés des tâches administratives et d'une préconsultation : peser, mesurer, prendre la tension... Le pouvoir donne l'impression de se préoccuper des «besoins» des médecins, alors qu'il ignore totalement ceux des hôpitaux publics. Mais c'est un leurre : son objectif est de faire gagner du temps aux médecins afin de «désengorger les urgences pendant la journée, de 8h à 20h pour démarrer, [...] et plus tard si possible en soirée sans devoir aller à l'hôpital». C'est ignorer la situation des médecins, qui sont totalement surchargés, avec 56 heures de travail en moyenne par semaine. Il veut ainsi «faire gagner 15% du temps médical». Le temps de consultation, qui est de 15 minutes en moyenne par patientE, un rythme déjà infernal, serait réduit à 12,5 minutes. Comme partout, il faut «rentabiliser» ! L'installation de médecins dans les déserts médicaux devra se faire sans la moindre contrainte (alors

que des «activités» seront imposées aux bénéficiaires d'allocations sociales). Il serait pourtant possible de demander aux médecins sortant de l'université d'exercer quelques années dans les lieux où il manque des médecins, en contrepartie d'un présalaire versé pendant leurs études. Le *numerus clausus* sera enfin supprimé pour former des médecins en nombre suffisant, mais il ne faudrait pas que soit un effet d'annonce et que la sélection soit de fait reportée après quelques années d'études comme cela est envisagé...

Un plan d'urgence

La politique du gouvernement a pour seul but de réaliser des économies et de privatiser la santé. Au contraire, le NPA propose un financement à la hauteur des besoins, définis avec les professionnelEs et les patientEs. Des centres publics de santé polyvalents et gratuits devraient être créés dans toutes les villes et les quartiers. Ils seraient chargés des soins, de la prévention, de l'éducation à la santé. Ils tisseraient des liens avec les hôpitaux de proximité présents sur tout le territoire, et dotés de multiples services : urgences, chirurgie, maternité. La solution à la crise du système de santé, c'est la démocratie sanitaire, un service public de santé doté des moyens suffisants et géré par une Sécurité sociale reconquise.

S. Bernard



GUÉRET Oui à l'accueil, non aux expulsions !

Pour la deuxième fois, les habitantEs de Faux-la-Montagne en Creuse et des communes environnantes se mobilisent pour que de jeunes Soudanais «dublinés» ne soient pas expulsés vers l'Italie, le pays où ils ont mis pied en Europe, après un terrible périple à travers la Libye et la Méditerranée.

Lundi 17 septembre, nous avons répondu, à plus de 200, à l'appel à manifester pour accompagner Abdel, convoqué ce jour-là à la gendarmerie de Guéret pour recevoir son avis de transfert. Alors qu'il a vécu la guerre et la torture, qu'il a réussi à se reconstruire une vie ici, en s'intégrant dans une famille de trois enfants et en participant à la vie locale, la préfète de la Creuse, Magali Debatte, s'obstine à appliquer la politique d'expulsion systématique des «dublinés».

Déterminés à refuser les expulsions

Brutalisant et gazant au passage les personnes



DR

rassemblées devant la gendarmerie, les forces de l'ordre ont embarqué Abdel en direction d'un centre de rétention administrative en Essonne. Une centaine de soutiens, regroupés dans la mairie de Guéret, ont décidé alors d'occuper le lieu pour échanger et décider de la suite. Finalement, une entrevue à la préfecture a été obtenue pour le lendemain matin.

Le mardi 18, une délégation de 6 personnes (dont 2 maires), soutenue par une centaine de manifestantEs, a été reçue par le secrétaire général de la préfecture. Comme il ne voulait rien entendre, la délégation a choisi de rester dans les lieux. Trois heures plus tard, elle a été évacuée au milieu d'un fort déploiement policier. Et il ne restait plus qu'un ultime recours juridique pour libérer Abdel (recours qui a porté ses fruits, puisqu'il a été libéré pour vice de procédure, mais il reste soumis à un transfert vers l'Italie). Pour finir, nous étions encore plus d'une centaine

rassemblés à réfléchir aux moyens de s'opposer à ces lois iniques, comment rendre plus efficaces ces résistances qui ont lieu dans de nombreux endroits, sachant que l'arrêt du Conseil constitutionnel du 6 juillet 2018 consacre le «principe de fraternité». Comment toucher plus largement la population contre laquelle ces lois liberticides et inhumaines ne manqueront pas de se retourner un jour ? Le 4 octobre, lors de la convocation d'un des soutiens au tribunal à Guéret, sera la prochaine occasion de montrer notre détermination à refuser les expulsions.

Correspondante

PLAN PAUVRETÉ

Le président des riches s'est penché quelques instants sur les pauvres

Depuis le début de son quinquennat, Jupiter a multiplié les mesures en faveur des possédants et il s'est attaqué à tous les dispositifs sociaux établis pour la population et les plus démunis. Il a cependant daigné consacrer, le 13 septembre, une demi-journée aux pauvres, mais le résultat est bien maigre.

La politique économique et sociale de Macron a aggravé la misère : les dotations aux communes ont baissé, et cela n'a pas été sans répercussions sur les aides sociales et les subventions

aux associations ; les retraités gagnant plus de 1200 euros ont subi la hausse de la CSG, le secteur HLM a été ponctionné ; la revalorisation des aides sociales, au logement, des pensions de retraites n'est

SAINT-DENIS Résister aux violences qui tuent, à petit feu et à coups de feu

À Saint-Denis comme dans bien des villes du 93, les effets de délitement et de désintégration sociale produits par l'entreprise de démolition du service public d'éducation se font sentir.

Les 80 000 suppressions d'emploi de l'ère Sarkozy, évidemment pas compensées par les quelques milliers de créations de postes sous Hollande, se paient cash dans les quartiers populaires.

Décrochage scolaire organisé

Les enseignantEs sont jeunes, moins formés, fortement percutés par les difficultés sociales de leurs élèves et leur impuissance à y faire face. Résultats : arrêts maladie, burn out et démission, avec des centaines de contractuelEs sans aucune formation ni aide pédagogique, donc encore plus vulnérables. Et de nombreux jeunes se sont retrouvés en décrochage scolaire et/ou en rupture de scolarité.

Dans tous les quartiers, des dizaines de jeunes se retrouvent plus souvent dans la rue qu'en classe, convaincuEs que l'école ne peut leur apporter que brimades et dévalorisation d'eux-mêmes. Pour eux, il n'y a pas d'horizon, de projets, ni de rues à traverser pour trouver du boulot... Alors ce qui se tisse, ce sont des logiques complexes d'honneur, de territoires à défendre, souvent bornés aux limites d'une cité. À Saint-Denis, l'année a été émaillée d'incidents autour et dans les lycées, entre jeunes des différents quartiers de la ville ou des villes environnantes. Plusieurs de ces agressions ont envoyé des jeunes à l'hôpital, alimentant les logiques de revanche. Et le lundi 17 septembre s'est produit ce que toutes les familles redoutaient : un jeune de 16 ans a été tué et deux autres blessés, par des armes à feu (kalachnikov et 9 millimètres).

Reconstruire un espoir

L'espoir ne peut venir que des ressources de la population, des jeunes, de leurs familles et de celles et ceux qui travaillent avec eux dans ce qu'il reste de services publics. Depuis un an, les « Mamans » des cités Saussaie-Floral-Courtille ont alerté les équipes enseignantes, organisé des réunions, des marches entre quartiers, des initiatives en centre-ville. Quand elles ont appris la mort de Luigi, elles ont fait un nouvel appel, auquel ont répondu plus de 70 personnes, dont pour la première fois des jeunes. Une discussion houleuse, compliquée car les implications sont profondes pour la vie de chacunE, mais ouverte.

Pour le moment, ce sont surtout les constats qui se partagent : « Il n'y a pas d'espoir de sortir de notre quartier » ; « Même pour travailler dans le quartier, on ne nous fait pas



DR

confiance » ; « Les familles baissent la tête et demandent aux flics de régler des problèmes alors qu'ils font partie des problèmes » ; « Tout ce dont on a besoin c'est du boulot »... Pour les réponses, on tâtonne : « Il ne faut pas nous en prendre les unEs aux autres » ; « La situation n'est pas celle du quartier, mais de la plupart des quartiers dans le 93 » ; « On doit travailler avec l'école, les éduc » ; « Les politiques doivent aider, pas nous laisser dans notre coin »...

Beaucoup de ces familles se sont retrouvées samedi 22 septembre pour une marche en hommage à Luigi et dire l'injustice de cette mort et la volonté qu'il n'y en ait pas d'autres. Environ 500 personnes, dont beaucoup de jeunes, ont marché. Reste à reconstruire un espoir qui passera entre autres par des luttes pour le droit à l'éducation, à l'emploi, l'accès à la culture et aux loisirs pour touTEs les habitantEs, à commencer par la jeunesse.

Cathy Billard

UNIVERSITÉ C'est la grève à Tolbiac !

Lundi 24 septembre, la grève reprenait au centre Tolbiac pour dénoncer le non-renouvellement arbitraire de deux agents contractuels du service intérieur de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Cela fait maintenant plus d'une semaine que des agents du service intérieur de Tolbiac sont en grève pour exiger la réintégration sur leur poste de travail de leurs deux collègues ou au minimum un reclassement sur l'université.



DR

Contre le mépris de la direction et la précarité

Début juin, les 2 agents administratifs avaient été convoqués individuellement, informellement, par téléphone, et apprenaient que leur contrat ne serait pas renouvelé. Tous deux étaient pourtant compétents, reconnus dans leur travail par leurs collègues et les usagerEs de Tolbiac, et expérimentés car présents depuis 5 ans et 3 ans. Après plus de deux mois de négociation avec la

direction de l'université, marquées notamment par deux rencontres direction-syndicats les 4 juillet et 12 septembre, aucune réponse concrète n'est proposée, exceptée une proposition de reclassement pour un collègue sur un hypothétique poste à venir en septembre 2019 au centre Lourcine.

Une proposition inadmissible qui montre l'ampleur du mépris de la direction envers les agents contractuels de Paris 1, toujours plus nombreux (30% de

l'effectif total) et toujours plus précaires.

Afin de faire plier la direction de l'université, la grève doit s'amplifier et se massifier. Aujourd'hui cantonnée à Tolbiac, la solidarité envers les deux agents contractuels doit s'étendre vers l'ensemble des sites de l'université Paris 1. Nous devons amplifier le travail d'information auprès des autres agentEs administratifs afin de les entraîner dans la grève. Seule une mobilisation majoritaire des agentEs administratifs, soutenue par les usagerEs de l'université, pourra en effet imposer les revendications des grévistes à la direction. Grève totale jusqu'à la réintégration des deux collègues injustement mis à la porte par la direction de l'université!

Antoine (Tolbiac)

RÉPRESSION

Relaxe pour les trois de Nanterre!

Mercredi 19 septembre avait lieu le procès des trois étudiantEs de Nanterre, dont notre camarade Victor syndicaliste à l'UNEF et membre du NPA jeunes, interpellés lors de l'évacuation particulièrement violente d'une Assemblée générale par les CRS le 9 avril dernier, pendant le mouvement contre la sélection à l'université.

Malgré des dossiers vides, bancals et entachés de nombreuses irrégularités, le procureur a requis des peines très lourdes allant de 4 mois de prison avec sursis à 6 mois ferme pour « violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique ».

Justice de classe

Le seul crime de ces étudiants était d'avoir participé à une AG sur leur université, qui avait été violemment réprimée après que le président de Nanterre, Jean-François Ballaudé, avait demandé l'intervention de la police. Gaz lacrymogène, matraques, étudiantEs trainés au sol et pour certainEs blessés... une violence qui venait bien du bras armé répressif de l'État et non des manifestantEs.

Ce réquisitoire montre une volonté d'écraser celles et ceux qui relèvent la tête face aux attaques, comme à Besançon où des camarades étudiants ont été condamnés il y a quelques semaines à plusieurs mois de sursis pour « séquestration », « rébellion » ou « violences ». Plus largement, nous sommes attaquéEs pour avoir relevé la tête face à un système capitaliste qui veut nous trier dès le plus jeune âge, entre celles et ceux qui auront le droit à des études supérieures, et celles et ceux qui ne seront qu'une main-d'œuvre sous-qualifiée et corvéable à merci.

Cela démontre encore une fois la nature de classe de la justice et de l'État. D'un côté, toujours plus de cadeaux sont faits au patronat et des individus comme Benalla peuvent cogner sur les manifestantEs en toute impunité avec un salaire de 6 000 euros et un logement de fonction. De l'autre, ils répriment toujours plus les jeunes et les salariéEs qui osent se battre.

Ce mercredi nous étions nombreux et nombreuses, étudiantEs, enseignantEs de la fac de Nanterre ou d'ailleurs, travailleurEs de différents secteurs à nous rassembler en soutien devant le TGI de Nanterre. Rien n'est encore joué : le rendu du délibéré aura lieu le 17 octobre. Il nous faut riposter à la hauteur de l'attaque et construire une large solidarité pour exiger la relaxe de ces trois étudiants, en étant de nouveau nombreux et nombreuses à leur apporter notre soutien.

Jeanne Chotsky

RASSEMBLEMENT LE 17 OCTOBRE

À partir de 8 heures devant le TGI, 179-181, avenue Joliot-Curie, Nanterre.

plus indexée sur l'inflation ; l'augmentation de 0,3% est bien inférieure à celle des prix, qui atteint 2,4% sur un an ; la loi sur le logement (loi Elan) a « oublié » les mal-logés ; la moitié des emplois aidés ont été supprimés ; les crédits d'hébergement d'urgence ont été réduits...

Et après une matinée passée à communiquer sur ses bienfaits envers les pauvres, Macron continue : dans une lettre de cadrage envoyée aux syndicats et au patronat, le gouvernement annonce, malgré un retour à l'équilibre de l'Unedic en 2019 et un excédent en 2020, son intention de diminuer le budget consacré aux allocations chômage de 3,9 milliards d'euros.

Le plan pauvreté : du bluff

L'école sera obligatoire à 3 ans... alors que 97,6% des enfants de cet âge sont déjà scolarisés ; 30 000 places de crèches

seront créées... d'ici 2022. Une aide à la garde d'enfants est annoncée alors qu'elle est déjà versée par la CAF. Une réforme d'ampleur de la PMI (protection maternelle et infantile) est prévue mais sans aucune précision, on peut donc s'inquiéter du sort qui lui sera réservé...

Avec l'intégration de l'Aide à la complémentaire santé (ACS) à la CMU-complémentaire, les bénéficiaires de l'ACS ne paieront plus de cotisations à une mutuelle. Mais avec un revenu supérieur à 991 euros par mois (montant pour une personne seule), il ne sera toujours pas possible de bénéficier de la CMU-C!

Macron a annoncé la création de « revenu universel d'activité » (RUA) en 2020. Il joue sur les mots. Le revenu universel serait versé sans conditions de ressources et d'activités, alors que le RUA est l'« allocation sociale unique » promise dans

son programme électoral. Il s'agit de la fusion des prestations sociales déjà existantes. Selon une étude à la demande du gouvernement, 3,55 millions de ménages subiraient une baisse de leurs revenus. Néanmoins, pour le président des riches, les pauvres doivent faire des efforts, et les aides seront donc conditionnées à une activité. Il n'est pas question de travail, car il faudrait payer un salaire, tandis qu'une activité ne mérite qu'une allocation. Le bénéficiaire n'entrera plus dans la catégorie des pauvres, il sera précaire. Et Macron pourra se vanter d'une baisse du chômage!

Le plan pauvreté ne coûtera pas un centime au budget de l'État, la baisse des allocations sociales apportera 3 milliards d'euros par an, les emplois aidés supprimés 2 milliards, les APL ratiboisées 1,7 milliard et le coût de la fusion de l'ACS avec la CMU

sera à la charge de la Sécu. Les pauvres paieront pour les très pauvres!

Des mesures d'urgence pour éradiquer la pauvreté

– Un salaire à vie : personne ne doit gagner moins de 1800 euros net mensuels. Le SMIC doit être revalorisé à ce niveau. Dans tous les cas de perte de travail, le salaire doit être maintenu. Les indemnités maladies, chômage, les pensions de retraite, les allocations adulte handicapé... ainsi que le présalaire pour tous les étudiantEs doivent être au moins au niveau du SMIC revendiqué;

– Le partage du temps de travail : 32h de travail hebdomadaire, retraite à 60 ans et moins si nécessaire pour réduire au maximum le chômage;

– Le 100% Sécu : la gratuité des soins, le salaire continué pendant toute la retraite

L'ÉLYSÉE LANCE SA BOUTIQUE EN LIGNE



CHARMAG

et, dès le premier enfant, des allocations familiales revalorisées pour faire réellement face aux charges des enfants, financées par la part patronale des cotisations sociales.

S. Bernard

Souscription**La couleur de l'argent**

Les élections sont un sport de riches, c'est un fait avéré... et vérifié! Mais aider au quotidien à changer le rapport de forces en faveur de notre camp social, se donner les moyens de défendre nos idées auprès de touTEs, coûte tout autant...

C'est bien connu, se présenter aux suffrages du pays, quoique l'on pense d'un point de vue stratégique des élections, ça coûte. Et cher en plus! C'est qu'il faut payer l'impression des bulletins de vote, des professions de foi, des affiches pour les panneaux officiels... auxquels il faut bien ajouter du matériel de campagne: tracts, 4 pages, affiches, autocollants... De plus, la France n'est pas avare en scrutins électoraux, et les prochaines élections européennes, dont le ticket d'entrée est chiffré à un million d'euros rien que pour l'impression du matériel officiel, en sont la spectaculaire démonstration.

Chaque euro donné compte!

Comme nous ne sommes pas électoralistes, même si nous pensons important d'y être présent le plus souvent, notre activité ne se limite pas aux seules urnes. Au quotidien, faire entendre la voix des anticapitalistes, cela signifie des choses très concrètes, et des espèces sonnantes et trébuchantes... Faire un site internet, un journal hebdomadaire et une revue mensuelle, diffuser gratuitement des tracts, des affiches, des autocollants, et des brochures thématiques... Et pour que tout cela ne reste pas en région parisienne, il faut aussi assurer l'envoi dans les régions (par transporteurs ou par La Poste). La quasi-totalité des tâches sont prises en charge bénévolement, avec du «travail militant», mais nous rémunérons quand même quelques permanents indispensables au niveau central – on peut les compter sur les doigts d'une seule main. Poste très coûteux, les déplacements des militantEs pour les réunions internes (direction, commissions nationales, congrès, etc.), comme ceux de nos porte-parole pour des réunions publiques ou des manifestations, doivent être remboursés. Et tout le monde voyage bien en classe économique et sans frais de bouche! De plus, dans la région parisienne et dans quelques grandes villes, des locaux sont loués, assurés et entretenus. Avec, pour «faire tourner la boutique», des fournitures, du petit matériel et des outils informatiques... Enfin, le NPA doit assurer son apparition publique. Ainsi, des salles et du matériel de sonorisation sont le plus souvent loués pour nos meetings, fêtes et réunions publiques diverses. L'université d'été, rendez-vous annuel du NPA, est un cadre politique et convivial fort apprécié... mais qui coûte cher sans rapporter le moindre sous pour rentrer dans nos frais. Même notre présence à la fête de l'Humanité nécessite un budget conséquent que la vente de saucisses, frites ou boissons diverses sur notre stand, ne peut équilibrer. Vous l'avez compris, des urnes à la rue, pour le NPA chaque euro donné compte. Soyez-en assuré... et par avance remercié!

**MANIFESTATION DES FORD**
La colère monte, les politiciens s'agitent...

Nous étions près de 900 à manifester le 22 septembre, environ 70 salariéEs de l'usine, leurs familles... pour poursuivre le combat engagé depuis des mois contre la fermeture de l'usine et les 900 suppressions d'emplois.

Elle avait une belle gueule internationaliste, la tête de la manifestation du samedi 22 septembre à Bordeaux! À côté de la banderole des salariéEs de Ford, venus à l'appel de la CGT et de la CFTC, on pouvait voir celles d'une délégation de militantEs des usines Ford de Saarlouis (Allemagne) et de Valencia (Espagne). D'autres équipes avaient fait aussi la route, de Ford Cologne (Allemagne), du Centre technique Peugeot de Poissy, des cheminotEs de l'Intergare de Paris, des postierEs en grève du 92, la CGT Opéra de Bordeaux, et de nombreux militantEs des luttes de ces derniers mois à Bordeaux, des jeunes, ainsi que des cortèges de LO, de la FI et du NPA.

Un repreneur?

Nous étions près de 900 à manifester, dont environ 70 salariéEs de l'usine et leurs familles, pour donner suite à la manif du 30 juin (500 manifestantEs) et poursuivre le combat engagé depuis des mois contre la fermeture de l'usine et les 900 suppressions d'emplois. La veille, le ministre Le Maire s'était déplacé à Bordeaux, convoquant



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

les syndicats. Il avait déjà montré sa grande indignation fin février... Après un silence de plusieurs mois, il réapparaît pour dire sa prétendue solidarité. D'un gouvernement qui a facilité les licenciements, on sait ce que ça vaut. Quant aux pistes autour d'un repreneur, Le Maire a officialisé le nom de l'équipementier Punch qui circulait «confidemment» depuis longtemps et a fixé un délai d'un mois pour avancer. Le Maire assure qu'il est «crédible» mais personne ne garantit ni les emplois, ni la production, ni les salaires... La seule chose limpide, c'est que Le Maire, Juppé et Rousset, le président de région, sont à nouveau prêts à arroser d'argent public!

Le ministre a été obligé de se montrer parce que le climat change. Le pouvoir a mesuré l'écho viral du «Je traverse la rue...» de Macron, que tout le monde ridiculise. La petite phrase leur revient dans la figure, montrant à la fois le mépris des classes dominantes pour les travailleurEs et leur faillite face

au chômage. Alors Le Maire s'agit parce qu'ils sont en difficulté, fragilisés par leur image de gouvernement des riches et par le mécontentement qui grandit contre le chômage. Les licenciements apparaissent insupportables, illégitimes... Ford a fait près de 8 milliards de profits l'an dernier.

Un climat qui change, des suites à préparer

Le climat change aussi sur la boîte. La direction, deux jours avant la manifestation, a voulu reprendre la main sur la communication en organisant des réunions d'information avec touTEs les salariéEs, ce qu'elle n'avait pas fait depuis très longtemps. Autour de l'équipe CGT, la manifestation s'est préparée avec une réunion unitaire (syndicats, partis, associations) et dans la boîte avec des AG le 18 septembre, des actions devant les concessionnaires le 19 avec quelques salariéEs, des interventions CGT lors des réunions de la direction. À plusieurs

reprises ces dernières semaines, des arrêts de travail spontanés ont eu lieu, parfois sur plusieurs jours à l'assemblage. Plusieurs dizaines de salariéEs de la chaîne d'assemblage sont allés bousculer une réunion de la direction, pour demander des comptes, exprimer leur ras-le-bol, leur exigence de faire payer Ford le plus cher possible pour les années d'exploitation et de profits sur leur dos. Certains veulent faire augmenter les primes, d'autres veulent le maintien des emplois, d'autres le maintien intégral des salaires jusqu'à la retraite comme le formule la CGT. La colère est là et grandit malgré les obstacles. Toute la difficulté est de l'organiser, lui donner une perspective commune. Après la prise de parole de notre camarade Philippe Poutou, celles des camarades d'Allemagne et de l'État espagnol, des postiers du 92 avec Gaël Quirante, de Mickaël Wamen (ex-Goodyear), d'Olivier Besancenot et d'un camarade de LO lisant un message de Nathalie Arthaud, ont dessiné cette perspective d'une lutte d'ensemble contre les licenciements, salariéEs du privé et du public, confrontés eux et elles aussi à des dizaines de milliers de suppressions de postes. Même si la quasi-absence des syndicats de l'agglomération était notable, à part bien sûr les équipes qui militent pour la convergence, la manifestation du 22 représente un pas en avant, tant pour les salariéEs de Ford que sur le plan de la construction de la mobilisation sur la ville. Le mardi 25 se tiendra à Blanquefort une prochaine réunion unitaire appelée par la CGT Ford pour préparer la suite.

François Minvielle

Elections européennes**Discussion NPA-LO: c'est difficile...**

Des délégations du NPA et de Lutte ouvrière se sont de nouveau rencontrées jeudi 20 septembre. Une rencontre dans laquelle les camarades de LO ne semblent pas prendre la mesure de l'enjeu, pour les révolutionnaires, de cette élection.

Pour commencer, les camarades nous ont attaqués sur notre article dans le journal (*L'Anticapitaliste* n°441), affirmant que nos propos ne reflétaient pas leur intervention à l'université d'été et disant que nous n'avions aucun désaccord sur la question des migrantEs. Ils ont ainsi réaffirmé la défense des migrantEs, les revendications de liberté de circulation et d'installation.

Ils ont indiqué que le désaccord essentiel était la formule de «rupture» avec l'Union européenne, qu'ils refusent, encore plus que lors des campagnes communes de 1999 et 2004. Leur argument fort est que «à l'époque, il fallait combattre le préjugé selon lequel l'UE était progressiste alors que maintenant il faut se battre contre les préjugés réactionnaires». Nous entendons cet argument, puisque contrairement à ce qui nous a été dit, nous ne cédon pas au «nationalisme de Mélenchon», en revendiquant une rupture internationaliste avec les traités de l'UE. Mais en revanche, nous pensons qu'il faut montrer notre stricte démarcation vis-à-vis des traités et institutions de l'UE, et



de la bourgeoisie française qui, elle, veut une Europe forte pour attaquer le monde du travail en France et défendre les intérêts de la France dans le monde.

Des convergences...

De ce point de vue, nous avons souligné le fait que LO est d'accord pour dénoncer l'UE comme machine de guerre de l'impérialisme, en particulier de l'impérialisme français. Les camarades sont d'accord que parler d'écologie permet de dénoncer la crise du capitalisme. Ils estiment que la question des migrantEs ne doit

pas être au centre de la campagne mais leur position est bien difficile à tenir, étant donné la physionomie de la campagne telle qu'elle se déroule en réalité.

Nous avons constaté un accord sur les revendications classiques mais fondamentales sur la réquisition des banques, les licenciements, les salaires, etc. Un accord également sur la nécessité de combattre le gouvernement et de construire les mobilisations contre lui, même si on a pu ressentir une réticence de LO sur ce point, sans doute parce que les camarades ont peur de voir revenir

nos propositions d'unité d'action, ou que cela ne leur paraît pas assez radical de s'opposer à Macron.

... que LO balaise

Au cours de la discussion, les camarades ont été clairs: «On constate qu'on n'arrive pas à se mettre d'accord». Les camarades ont également refusé de poursuivre la discussion par écrit et n'ont pas formulé autre chose que des critiques de nos positions, sans formuler de propositions qui pourraient constituer un compromis dynamique.

Une drôle de façon de faire, qui pourrait donner l'impression que la direction de LO ne veut pas d'accord. C'est bien dommage car il y a un enjeu très fort dans cette élection. À gauche comme à droite, il existe des orientations favorables à l'Europe capitaliste (LR, LREM, mais aussi le PS, Génération-s et EÉLV), ou des orientations nationalistes. La question est de savoir s'il est possible de construire une alternative audible, qui soit à la fois internationaliste et opposée à la construction libérale de l'Europe, pour une Europe des travailleurEs et des peuples. Nous savons qu'il sera beaucoup plus difficile de faire exister cette alternative séparément qu'ensemble. Nous nous reverrons le 16 octobre, et LO prendra sa décision au plus tard à son congrès début décembre. De notre côté, la discussion continuera à notre CPN qui se réunira les 6 et 7 octobre.

Antoine Larrache et Christian Babel

Bande dessinée

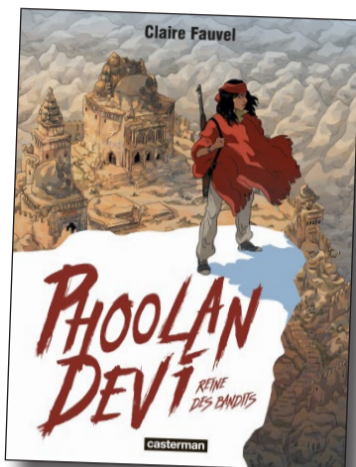
Phoolan Devi, reine des bandits

Scénario et dessin de Claire Fauvel, d'après l'autobiographie de Phoolan. Casterman, 222 pages, 21 euros.

Année 1974. La petite Phoolan, 9 ans, vit dans son village dans l'Uttar Pradesh (nord de l'Inde). Elle ne comprend pas pourquoi elle appartient à la caste la plus basse, celle des Mallahs ou Shudras (paysans serviteurs), corvéables à merci, notamment par les Thakurs ou Kshatriyas (seigneurs, guerriers) du village voisin. De plus, elle ne comprend pas pourquoi, à l'intérieur même de sa caste, certains servent de relais aux Thakurs au lieu de former un bloc solidaire. Comble du comble, elle ne comprend pas pourquoi les femmes ont un statut comparable à celui des intouchables (les parias). Dieu ne lui fournissant aucune explication, sinon de respecter l'ordre, elle se rebelle contre l'ordre établi.

Une paysanne devenue reine des bandits

Les «sages» du village décident de la marier à l'âge de 11 ans. Elle est violée et séquestrée pendant des mois, ses parents réussissent à la récupérer



mais elle devient la paria du village, soumise aux pires humiliations. Elle ne devra son salut qu'à son enlèvement par une bande de bandits (dacoïts) justiciers et voleurs, et à son courage pour se faire admettre sur un pied d'égalité. Les faits d'arme de la bande deviennent célèbres. Phoolan aide ses camarades à se transformer en protecteurs des plus

faibles. Respectée par Vikram, le chef de la bande, elle en tombe amoureuse. Ils vont former un couple de bandits redoutable.

Même chez les Dacoïts, le système des castes sévit. Une bande liée à la caste supérieure des Thakurs trouve refuge chez Vikram. Leur chef désire Phoolan et tue Vikram pour s'emparer d'elle. Un nouveau cycle de viol collectifs et d'humiliation s'ouvre pour Phoolan qui parviendra, une nouvelle fois, à s'enfuir.

Ivre de vengeance, elle trouve refuge chez des bandits musulmans. Elle parvient à convaincre leur chef de lui donner des troupes pour accomplir sa vengeance. Dès lors, Phoolan revêt le bandeau rouge et devient Phoolan Devi, la reine des bandits.

Contre l'ordre religieux et le patriarcat

Son combat est double. Elle lutte à la fois contre l'ordre religieux des castes et contre la puissance du patriarcat. Elle devient alors un véritable danger pour le pouvoir central qui lui propose

de négocier un accord de reddition. Ses principaux ennemis Thakurs défaits, elle acceptera la négociation et obtiendra des conditions très avantageuses pour ses Dacoïts. Devenue l'idole des intouchables, des basses castes et des musulmans, ce sont pourtant de longues années de prison qui l'attendent. La gauche du Parti du Congrès ne l'a pas oubliée et, à sa libération en 1994, elle deviendra la candidate des opprimés. Élue par deux fois, elle ne pourra pas terminer sa tâche : la caste des Thakurs lui envoie un commando de tueurs en 2001. En Inde, les castes n'oublient rien...

Le dessin de Claire Fauvel raconte à la perfection le destin incroyable de cette paysanne analphabète promue en idole des pauvres. Le découpage des cases accompagne à merveille les montées en tension parfois insoutenables comme les scènes de viol ou de tueries, mais aussi les descentes pour raconter l'enfance ou l'amour. Le graphisme coloré et subtil de l'auteure excelle aussi bien dans la description des paysages, des villages, des villes que dans celui des portraits. Une grande auteure se révèle. Après le prix de la jeunesse à Angoulême en 2018, à quand la plus haute marche?

Sylvain Chardon

Recueil

Ford Blanquefort: même pas mort!

Éditions Libertalia, 96 pages, 8 euros.

Un recueil de textes et de dessins qui a pour objectif de faire entendre une lutte, celle des salariéEs de Ford à Blanquefort, qui refusent que l'usine ferme en silence, et qu'elle ferme tout simplement. Il est terrible de voir une multinationale décider très facilement de liquider un site, de virer des centaines de salariéEs; de voir les pouvoirs publics, les collectivités territoriales, l'État, un gouvernement... laisser se produire une telle catastrophe sociale. Une fermeture d'usine est devenue presque un acte banal. À tel point que s'y opposer est devenu mission impossible.

conscience collective abimée. Il y a besoin de se reconnecter entre nous, de recréer du lien, de reconstruire notre camp social. C'est pourquoi nous avons voulu faire un livre avec quelques noms connus, des artistes et intellectuels dont nous apprécions le travail et qui, nous l'espérons, vont pouvoir faire écho à notre colère et faire connaître largement notre bataille. Le résultat, c'est ce livre qui regroupe 12 textes de Chalandon, Castino, Le Corre, Binet, Manotti, Morel, Juliette, Didier Super, Meurice,

Halimi, les Pinçon-Charlot, Blanchet et 30 dessins signés Emma, Cami, Faujour, Urbs, Vizant, Bar, Brouck, Large, Man, Colloghan, CharlieDelta, Lasserp, Besot, RayClide, Giemsi, Java, Plantu. Nous les citons tous car nous tenons encore à les remercier tous.

Les textes et les dessins sont chouettes, et nous espérons que ce livre sera utile. En tout cas, ça aura été un plaisir pour celles et ceux qui ont apporté leur soutien, et pour nous de coordonner le tout.

Béa et Philippe



Faire du bruit, sortir de l'isolement

L'idée de faire un livre date de la journée de concert-débat du 21 avril dernier à Blanquefort. Des intellectuelEs, des artistes, chanteurs ou humoristes, sont venus soutenir les salariéEs de Ford. Cette initiative a permis de mettre un peu de lumière sur la situation de l'usine, et la solidarité qui s'est exprimée a fait du bien à tout le monde. Cela faisait suite au don d'une série de dessins de presse, de la part de nombreux dessinateurs, pour illustrer le journal de lutte de la CGT-Ford, le *Bonne Nouvelle*, entre mars et juin de cette année.

Nous avons voulu montrer cette générosité, cette solidarité, cette connexion entre les milieux ouvrier et intellectuel-artistique: nous pouvons nous retrouver sur une bataille, au moins le temps d'une soirée, le temps d'un tract ou d'un livre.

Ce livre veut prolonger cette expérience, montrer que le «Tous ensemble», ce ne sont pas seulement les liens entre les salariéEs de diverses entreprises ou secteurs. Dans la population, nous sommes très nombreux à être concernés par le sort d'une usine, le sort de ses salariéEs, par l'avenir des emplois, comme nous sommes concernés par le sort d'une école ou d'une maternité. Nous souffrons de la division, de l'éparpillement, d'une

Cinéma

Mademoiselle de Jonquières

Film français d'Emmanuel Mouret, 2018, 1h49.

Peut-être le genre «film à costumes» n'est-il pas le plus évident pour les militantEs anticapitalistes. Il est vrai que *Mademoiselle de Jonquières* se déroule au sein de l'aristocratie vers le milieu du 18^e siècle. Les personnages principaux sont tous nobles, et le peuple y est vu sous la forme de domestiques fantomatiques et d'une plèbe dégoûtante. Ceci étant posé, le film est tiré d'un extrait de *Jacques le Fataliste* de Diderot, philosophe pré-révolutionnaire, et l'intrigue et les dilemmes moraux qu'elle nous présente ont de quoi nous intéresser.

Une société faite d'hypocrisie

La marquise de la Pommeraye, que l'amour n'intéresse d'abord pas du tout, finit par être séduite par l'inconstant marquis des Arcis. Au bout de deux ans, leur histoire se termine et elle met alors en place une machination complexe pour se venger. Est-ce un acte féministe? S'agit-il comme elle le dit de rééquilibrer les choses entre genre féminin et genre masculin? Ou bien son stratagème n'est-il pas



lui-même l'instrumentalisation de femmes au mépris de leur volonté et de leur bien-être? En effet, elle va se servir pour parvenir à ses fins de deux femmes, nées nobles mais hors mariage, qui ont été rejetées hors de la société aristocratique et n'y reviennent qu'en position de nette infériorité. À la question de genre s'ajoute donc une question sociale schématisée.

Le film n'offre pas de morale évidente, et les discussions pourront fleurir à la sortie du cinéma. Mais une chose est claire: au-delà des aventures individuelles des différents personnages c'est toute une société faite d'hypocrisie que Diderot met en accusation, un monde qui n'est «que mensonges» comme veut le faire comprendre une mère à sa fille, mais un monde dont les conventions peuvent et doivent être battues en brèche pour que puisse apparaître çà et là dignité et humanité. Il y a de quoi faire écho à *la Religieuse* de Rivette, autre film inspiré par Diderot, autre mise en accusation de l'hypocrisie régnante, qui fut censuré dans les années 1960 par la police gaulliste de la pensée. On saluera la mise en scène, plutôt sobre pour ce genre de film — on pense à Rohmer parfois, tant pour l'importance donnée au verbe que pour la subtilité des interactions. Édouard Baer montre une fois de plus qu'il est l'un des grands acteurs de notre époque.

Sylvestre Jaffard

Série

Babylon Berlin

Série allemande. Saison 1 diffusée sur Canal + et disponible en DVD.



La série *Babylon Berlin* revisite le passé de l'Allemagne et nous plonge dans les affrontements sanglants qui ont marqué la République de Weimar, dix ans après l'écrasement de l'insurrection spartakiste qui a suivi la Seconde Guerre mondiale.

Un tableau éblouissant de Berlin

Deux intrigues sont menées de front: l'affrontement entre staliniens, trotskistes, fascistes et aventuriers pour s'emparer d'un wagon d'or envoyé d'URSS, et la recherche d'un film pornographique compromettant par un policier traumatisé par la Première Guerre mondiale. Ces scénarios rocambolesques, s'ils nous tiennent en haleine, servent surtout de prétexte pour livrer un tableau éblouissant de Berlin à la veille de la grande crise. La misère sordide des taudis où s'entassent les prolétaires côtoie l'opulence et les fastes d'une folle vie nocturne sans équivalent en Europe. Les riches s'amuse et veut oublier les ravages de la guerre et la colère populaire qui gronde.

L'épisode le plus impressionnant est la répression sanglante de la manifestation organisée par le KPD le 1^{er} mai 1929. Le préfet social-démocrate Zörgiebel envoie des automitrailleuses et fait tirer sur la foule pour montrer à la bourgeoisie qu'il est capable de mater Berlin la rouge. Le KPD suit alors la ligne «classe contre classe» établie par Staline, politique catastrophique qui contribuera à la victoire du nazisme. Le parti est en effet totalement isolé et ne tente rien pour entraîner les ouvriers influencés par la social-démocratie, de sorte qu'il envoie ses militantEs à l'abattoir. On voit d'ailleurs un beau personnage de femme, un médecin, qui appelle les ouvriers à venger leurs camarades, selon les consignes du parti. Une ligne «ultra gauche» qui n'empêche pas l'URSS de collaborer avec le gouvernement allemand pour lui permettre de se réarmer en secret, en dépit des clauses du traité de Versailles. D'où l'envoi de ce mystérieux train qui contient, outre l'or, des containers de phosgène, le gaz mortel utilisé pendant la guerre.

La reconstitution de la ville, des stations de métro, des boîtes de nuit et des spectacles de music hall est fabuleuse. Les images, splendides, s'inspirent de l'esthétique expressionniste. Les références à Fritz Lang et Murnau sont évidentes et nombreuses. On pardonnera aux réalisateurs d'avoir pris quelques libertés avec la vérité historique¹, d'autant que des personnages attachants et souvent complexes donnent beaucoup de crédibilité à cette fresque somptueuse. Comme le souligne l'un de ses réalisateurs, Henk Handloegten, *Babylon Berlin* entre en résonance avec la situation actuelle quand, «pour la première fois depuis la chute de la République de Weimar, nous nous retrouvons dans une situation comparable en Allemagne, avec une partie croissante de la population qui se positionne à l'extrême droite»².

Gérard Delteil

1 – Les trotskistes crient «Vive la IV^e internationale!», alors que celle-ci ne sera créée qu'en 1938. Et rien ne corrobore leur massacre à grande échelle dans Berlin par des agents du GPU en 1929. Les grandes purges et campagnes d'assassinats d'opposants à Staline ne seront déclenchées que dans les années trente.
2 – Interview publiée dans *Die Zeit*, 29 septembre 2017.

«À la fin des années 1970, Paris avait pris une centralité dans la lutte armée européenne et internationale»

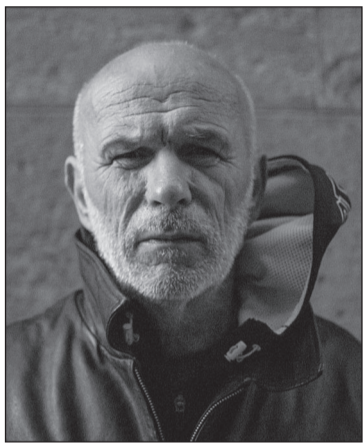
Le livre raconte une histoire méconnue, effacée, y compris dans le mouvement ouvrier. Un travail de mémoire: c'était cela la première motivation pour écrire, puis publier ce récit?

C'est un livre qu'on a écrit, que j'ai écrit personnellement, mais toujours en discussion avec les autres «perpet», à un moment où on pensait que l'on ne sortirait pas vivants de la prison. On voulait donc raconter l'histoire la plus précise possible, en fonction bien sûr de ce qu'il était possible d'écrire. Il y a donc deux manques dans ce récit: ce que l'on ne raconte pas car l'État n'est pas au courant; l'action politique internationale qui s'est passée à Paris à partir de la fin des années 1970, avec les Brigades rouges et la RAF [Fraction armée rouge]. Tout le reste est là, et constitue un document de sincérité. Il s'agit de regarder les gens dans les yeux et de leur dire: on a fait ça, on pensait ça, vous pouvez critiquer, juger, mais faites-le sur une autre base que celle de la contre-propagande qui nous a ensevelis en vitrifiant l'histoire. Une histoire dont certains se souviennent quand même. À la Fête de l'Humain, j'ai rencontré des vieux prols, et des fils de vieux prols, qui se souviennent. Ils se souviennent de ce qu'était notre intention: faire payer les autres, ne pas être les zorros de la classe ouvrière mais leur avoir apporté, comme on dit à propos du football, au moins du plaisir. Un jour, je suis allé visiter les Sanofi avec Philippe [Poutou], et un vieux dirigeant de la CGT s'est penché vers moi et m'a dit: «Depuis que vous n'êtes plus là, ils font vachement plus les malins». Donc on a voulu tout raconter, y compris en ne lésinant pas sur certains détails. Quand j'en entends aujourd'hui dire «Bientôt on va passer à la lutte armée», moi je veux leur dire «Vous ne savez pas ce que c'est. C'est quelque chose d'extrêmement dur. Ce n'est pas la fleur au fusil».

Tu écris dans l'avant-propos qu'il s'agit d'une histoire d'Action directe. Mais en réalité, quand on lit le livre, on se rend compte qu'ils s'agit aussi d'une histoire de la France de l'époque. Tu racontes Action directe mais également un contexte général, qui a été lui aussi dissimulé, voire effacé.

Il y a toute une génération, c'est connu pour l'Allemagne et l'Italie, qui a fait à l'époque le choix des armes. En France, on était confronté à un État qui était expérimenté, qui avait fait face à une véritable guerre civile avec l'Algérie, qui avait connu la guerre en Indochine, et qui était roué à la contre-insurrection, la contre-propagande, à toutes les saloperies. Quand on a commencé, ils étaient impliqués directement dans la répression anti-subversive en Uruguay et en Argentine. Ils étaient en fait beaucoup plus forts qu'en Allemagne et en Italie. Avant même Action directe, il y avait des actions armées en France. Le chef de la police de Montevideo a été tué ici, comme le général bolivien qui avait ordonné l'exécution de Che Guevara... Mais tout a été couvert par des amnisties: quand tu amnisties, officiellement tu te réconcilies, mais en fait tu effaces la mémoire. Et on a l'impression qu'en France il ne s'est rien passé jusqu'à ce que nous on refuse de se

Entretien. À l'occasion de la sortie de «Dix ans d'Action directe» (publié chez Agone), écrit pendant les années 1990 mais jusqu'alors non publié car les membres d'Action directe étaient tenus au silence par la justice, nous avons rencontré **Jean-Marc Rouillon**.



renier. Quand on est sortis de prison pour la première fois, ils sont venus nous voir pour nous dire qu'il fallait arrêter tout. Et tu sais, si on avait arrêté à ce moment-là, au moment de l'amnistie de Mitterrand [après l'élection de 1981], jamais on n'aurait entendu parler des actions que l'on avait menées à la fin des années 1970, jamais les gens n'auraient entendu parler d'Action directe et des autres groupes. Ce qui avait été effacé aussi, jusqu'à présent, c'est la dimension internationale d'Action directe. Dans nos commandos il y avait des Palestiniens, des Libanais, des Turcs, des Arméniens... On n'a jamais été une organisation française. À la fin des années 1970, Paris avait pris une centralité dans la lutte armée européenne et internationale, il y avait une effervescence d'engagement. On nous montre comme un petit groupe, mais il faut savoir, et je ne le dis pas pour la gloire, qu'énormément de gens ont été impliqués, à différents niveaux, plus ou moins longtemps, dans la lutte armée.

Pendant plusieurs années vous avez posé des bombes contre des bâtiments symboliques du pouvoir capitaliste et impérialiste, avant de vous en prendre physiquement à des personnes. Et dans le livre, cela semble aller de soi, cela ne fait pas l'objet d'une discussion particulière, comme s'il y avait un continuum entre les deux. Pour vous, finalement, c'était la même chose?

Oui, c'est la même chose. On est une organisation qui a tué, mais extrêmement peu, par rapport à d'autres. Et ce n'est pas parce qu'on était moins violents dans notre tête, ou plus pacifiques que les autres. Tuer, c'est une décision grave, qui ne se prend pas à la légère, d'où les détails que je donne dans le livre. Il faut vraiment choisir les moments stratégiques où tu vas le faire. Nous, on s'est rendu compte, à un moment donné, que l'on ne pouvait pas faire des grandes opérations d'enlèvement, comme celles qui avaient été menées par la RAF ou les Brigades rouges... **Vous avez hésité, à propos de Besse, entre le tuer ou l'enlever...**

Oui, on a envisagé les deux options. On aurait pu l'enlever, et essayer de

mener une bataille politique, autour des prisonniers mais surtout des restructurations chez Renault et ailleurs. Mais on a pensé qu'on n'avait pas la force. Avec le recul, on se dit que ça nous aurait peut-être donné une respiration. Le tuer, ça a accéléré notre arrestation. Quand tu fais des erreurs tactiques, dans la guérilla, tu le paies cash. Ce n'est pas comme au NPA où tu peux te tromper de stratégie et, le lendemain des élections, tu te dis on a merdé, et on reprend de zéro. Dans la guérilla quand tu te trompes sur un truc tactique important, tu le paies cash. Et nous on l'a payé cash.

Tu écris dans le livre que l'exécution de Georges Besse «appartient au patrimoine de notre classe». Que veux-tu dire par là?

Quand tu fais une action qui parle autant aux gens, qui te dépasse, tu t'effaces. Tu as produit un truc, et tu te rends compte qu'il est repris par plein de gens. C'était fou les retours qu'on a eus des ateliers... C'était «On se sent plus forts en rentrant ce matin à l'usine». Un peu comme après l'exécution de Tramiel. Ça dépasse de très loin la poignée d'individus du commando, ça appartient à tout le monde. Quand une action comme ça entre en syntonie avec les idées de la classe, ou d'une partie de la classe, ce n'est pas toi, elle ne t'appartient pas.

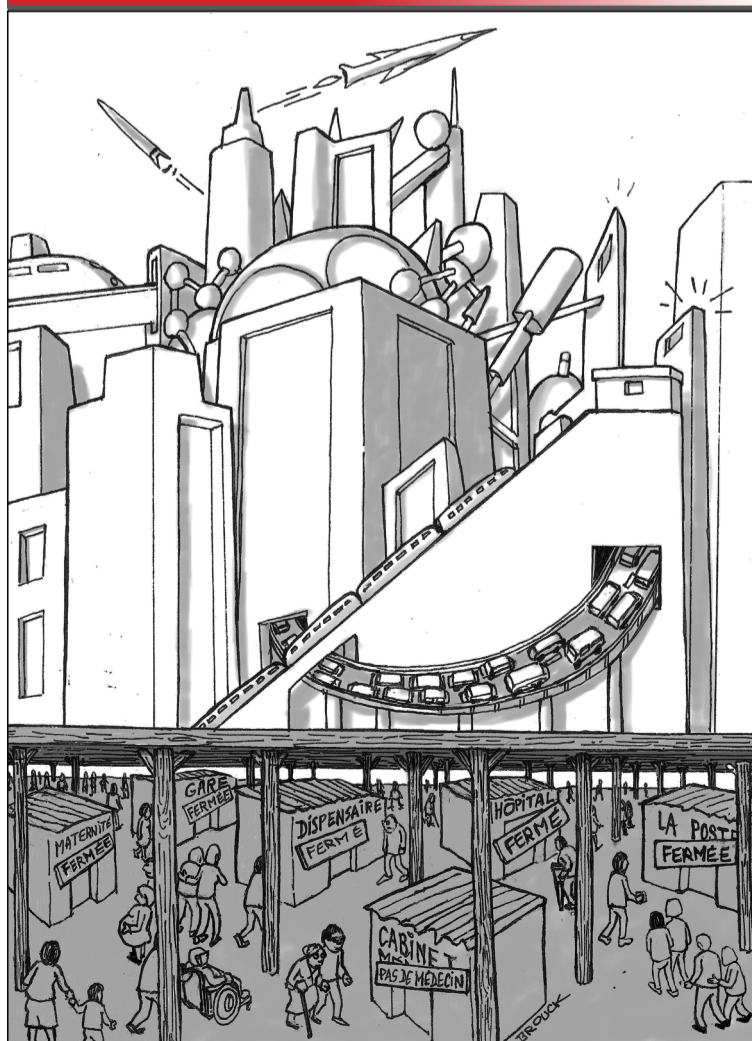
Quel rôle, finalement, avait pour vous la violence révolutionnaire? On vous

a souvent taxés de substitutisme, au sens où vous auriez voulu faire «à la place des masses»...

Dans les années 1980, avec le développement du néolibéralisme, on est à un moment où tout semble s'effondrer, et où l'idée se répand que la lutte de classe, c'est fini. Nous on porte un discours qui affirme le contraire, et on essaie de penser les changements de la période, la mondialisation, le rôle des institutions internationales, la nécessité d'internationaliser le combat, de relancer un projet stratégique anti-impérialiste. Mais c'est un projet qui arrive trop tard, on s'en rend bien compte. En tout cas ce qui est sûr, c'est qu'on ne voulait pas remplacer le mouvement révolutionnaire, on n'était pas dans les conneries dont me parlait Romain Goupil sur France Inter l'autre jour, la volonté d'«accélérer» les choses. On voulait, comme d'autres, raviver la lutte des classes, mais sans croire qu'on y arriverait seuls et seulement par la lutte armée. On a toujours pensé que du tract au fusil c'est la même lutte, c'est le même mouvement. On n'est pas une avant-garde, on est une réalité de l'antagonisme de classe dans ce pays. Et quand les masses et leurs organisations ne se battent plus, c'est sûr que les guérilleros ne vont pas se battre à leur place.

Propos recueillis par Julien Salingue
1 - Vigile de Renault qui avait tué le militant de la Gauche prolétarienne Pierre Overmey, en 1972.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

Le Parisien ON TROUVE DE TOUT DANS LES CANONS À EAU.

Incontournables sur les manifestations ces dernières années, les canons à eau ne regorgent pas que... d'eau. Laissés au garage pendant longtemps, les engins lanceurs d'eau (ELE), couramment appelé «canons à eau», ont refait leur apparition, en France, depuis dix ans. Lorsque la manifestation dérape, ce sont eux que l'on retrouve en première ligne. «C'est vraiment efficace», témoigne un CRS major de la section des moyens spécialisés de Chassieu (Rhône).

Ces canons pulvérisent différents liquides. De l'eau, bien sûr, mais aussi plus généralement des émulsifs. Soit le même liquide moussieux que celui employé par les pompiers, qui peut être coupé avec différents additifs, ajoutés directement dans la citerne.

Le plus courant pourrait être un gaz lacrymogène, mais de récents problèmes techniques en ont limité l'usage. Le 1^{er} mai, à Paris, c'est une mousse très spéciale qui a été utilisée. Le canon projetait ainsi «des protéines de viande macérées, mélange de sang séché et d'os broyés», à l'odeur pestilentielle. «Les manifestants ont été réellement surpris, commente un opérateur. Ils ne savaient pas de quoi il s'agissait.»

À terme devrait également être mis en œuvre des PMC, des produits de marquages codés, comme l'indique une touche spécifique dans le «cockpit» des engins. Inodores et invisibles, ils peuvent rester jusqu'à trois semaines sur la peau, beaucoup plus sur les vêtements, et ainsi matérialiser la présence d'un individu dans une manifestation. «Il suffit d'un éclairage ultraviolet pour les mettre en évidence, décrypte un spécialiste. C'est possible y compris depuis un hélicoptère.»

Alors qu'il avait été évoqué une possible expérimentation discrète le 1^{er} mai, alors que les CRS faisaient face à plus d'un millier de Black Blocs, une analyse en laboratoire d'échantillons de liquides projetés, diligentée par le site Taranisnews, a montré qu'ils n'en contenaient pas. Pour cette fois.

Nicolas Jacquard, «Manifestations: on trouve de tout dans les canons à eau», le Parisien, 23 septembre 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard			Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
	28 €	56 €	20 € 40 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	22 €	44 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
	50 €	100 €	38 € 76 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org